

Arabie saoudite États-Unis, du
mariage de raison au divorce
annoncé ?

Mémoire de géopolitique du chef d'escadron Francis PACCAGNINI
dans le cadre du séminaire de « Géopolitique du Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Monsieur Frédéric ENCEL

Introduction

Les bouleversements survenus ces dix dernières années ont largement contribué à modifier le paysage géopolitique de la Péninsule arabique. L'Arabie saoudite est entrée dans une période lourde d'incertitudes sur deux questions majeures : la succession du roi Fahd et les relations qu'elle entretient avec son allié américain. Le pays connaît une vague de mécontentement très marquée et aux conséquences parfois spectaculaires. Pour n'en citer que quelques-uns, des événements tels que les attentats à la voiture piégée contre des ressortissants britanniques à Riyad et Khobar, les explosions de charges de plastique à Riyad, le détournement d'un avion de la *Saudia Airlines* sont des signes forts en direction de la famille royale.

La question de la succession représente sans doute la plus lourde menace de débordement au Proche Orient. Le 4 décembre 1995, le roi Fahd était victime d'une embolie cérébrale, laissant les rênes du pouvoir au prince Abdallah. Ce dernier était alors chargé « d'assurer les affaires d'État ». Son arrivée suscitait de nombreuses interrogations : qui était vraiment cet homme imposant et bègue ? Âgé aujourd'hui de 80 ans, Abdallah est le demi-frère du roi, et le treizième fils du fondateur de l'Arabie saoudite, Abdul Aziz Ibn Saoud. Il passe pour un homme assez austère, resté proche des us et coutumes des tribus nomades arabes, dont il a gardé le comportement et les habitudes. Son arrivée aux commandes s'est avérée positive pour son clan. En effet, sa mère est une Al Rachid, branche historiquement rivale des Al Saoud, à laquelle appartient le roi Fahd. Le prince Abdallah commande la Garde nationale composée de 77000 hommes, et tout particulièrement chargée de la protection des champs pétroliers. C'est un pilier du régime, au même titre que ses deux autres frères ministres de la Défense et de l'Intérieur, respectivement le prince Sultan et le prince Sayed.

L'épineuse question successorale survient au moment où l'Arabie saoudite est soumise à des troubles intérieurs graves. Le 13 novembre 1995, un spectaculaire attentat est perpétré contre le siège des conseillers américains de la Garde nationale à Riyad, faisant 7 morts, dont 5 citoyens américains. Le 25 juin 1996, un camion piégé explose sur la base américaine de Dhahan et fait 19 victimes.

De nouvelles lignes de fracture¹ menacent la stabilité du pays. De fait, depuis la fin de la guerre du Golfe, un courant islamiste extrémiste se manifeste de façon de plus en plus virulente en Arabie saoudite. Ces extrémistes dénoncent la présence occidentale sur la terre sacrée du Prophète, et plus particulièrement la présence militaire américaine. Ce mouvement de radicalisation trouve de surcroît un terreau de développement favorable au sein des jeunes élites arabes modernes et quelque peu désœuvrées qui sont bien souvent tenues à l'écart des centres de décision.

Lorsque le prince Abdallah prend le relais du roi Fahd, il annonce rapidement que la période la plus fastueuse qu'a connue le pays grâce à l'or noir est révolue. La rente pétrolière a d'ailleurs fortement diminué – entre 1981 et 2001, le PNB/hab. a été divisé par trois. Près de 150000 jeunes Saoudiens (dont une majorité de diplômés de l'enseignement supérieur) sont aujourd'hui sans emploi. Bien sûr, les motifs ne sont pas seulement économiques ; il est vrai que nombre d'entre ces jeunes diplômés se refusent à faire « n'importe quoi », préférant laisser les étrangers s'en charger. C'est donc presque naturellement qu'ils se dirigent vers les extrêmes de leur religion.

Ces événements poussent certains religieux très pointilleux sur l'application des préceptes de l'Islam wahhabite à un retour aux sources spirituel mais intransigeant. Cette résurgence² de la volonté de se purifier par le rejet de tout contact avec ce qui n'est pas musulman, et *a fortiori* ce qui est militaire et américain, est en quelque sorte l'ultime étape de la décolonisation.

L'Arabie saoudite s'est bâtie autour de Mohammed Ibn Abdel Wahhab, le Réformateur rigoriste de l'Islam qui porte son nom, et de son mécène, Mohammed Al Saoud. Après des décennies d'instabilité et de lutte sans merci, elle s'est très tôt rapprochée des États-Unis entretenant avec ce pays des relations fortes mais souvent très complexes. Les intérêts de chacun de ces deux pays ont souvent été convergents, mais les attentats du 11 septembre 2001 ont nettement mis en exergue la fragilité du partenariat. Outre la question successorale,

¹ Par exemple, les aspirations démocratiques des jeunes formés en Occident, l'absence de débouchés sur le marché du travail pour les « nationaux » non qualifiés (taux de chômage très élevé), les aspirations des femmes, souvent très qualifiées, à participer à la vie politique et économique du pays...

² Au XIX^{ème} siècle, lors de la conquête coloniale, la résistance armée des sultans Al Hadj Omar et Samory dans la bouche du Niger, ou encore la lutte du « mahdi » Mohamed Ahmed Abdallâh au Soudan sont des témoignages sanglants de la volonté de se défaire de l'étranger oppresseur et corrompeur des mœurs islamiques.

l'avenir des relations entre l'Arabie saoudite et les États-Unis semble incertain. La première puissance du monde est-elle prête à remettre en cause cette relation d'intérêt qu'elle entretient depuis plusieurs décennies avec l'un de ses partenaires privilégiés ? Difficile, aujourd'hui, de répondre à cette question, mais il est clair que le couple saoudo-américain fait face à l'une des plus graves crises qu'il a eu à subir.

1. Des origines du wahhabisme au règne sans partage des Saoud

11. Le wahhabisme ou la naissance de l'Arabie saoudite

Fondé au 18^{ème} siècle, le wahhabisme est une doctrine politico-religieuse puisant ses racines dans l'école orthodoxe la plus rigoriste de l'Islam sunnite, le hanbalisme³. Grâce à l'alliance conclue par son fondateur Mohammed Ibn Abdel Wahhab avec le chef d'un clan tribal, Mohammed Al Saoud, cette école islamique s'est progressivement imposée au sein du monde musulman et est à l'origine de la naissance de l'un des États arabes les plus obscurantistes, l'Arabie saoudite.

Mohammed Ibn Abdel Wahhab est né en 1703 dans le sud du Nedj. Théologien érudit, Wahhab suit des études religieuses à Médine, Bagdad, Damas et Qom. Formé à l'école juridique hanbalite, Wahhab expose sa doctrine en 1739 dans son ouvrage le « Livre de l'unité fondamentale ». Prônant un Islam puritain et extrêmement intolérant, fondé sur le dogme du *tawhid* - unicité absolue de Dieu -, il rejette toute forme de modernité sociale, assimilée à la décadence, s'oppose violemment aux Chiïtes, accusés d'être des hérétiques. Enfin, il réclame d'importantes réformes au sein d'un Islam jugé impur, car ayant conservé certains rites préislamiques, et exige une interprétation littérale du Coran. La doctrine wahhabite s'est donc élaborée non contre l'Occident, mais contre les autres écoles de l'Islam.

A l'instar du prophète Mahomet, Wahhab est contraint à l'exil en raison de ses thèses jugées obscurantistes et contraires aux traditions des musulmans locaux. Le jeune prédicateur est alors accueilli par le chef du village de Diriyah, Mohammed Al Saoud, favorable à ses idées. Une alliance⁴ est conclue entre les deux hommes en 1744, ayant pour but d'instaurer un État

³ École fondamentaliste créée par Ahmad Ibn Hanbal (780-855) reposant sur des rites piétistes. C'est l'une des quatre écoles de l'Islam sunnite. Elle préconise une interprétation littérale du Coran et de la *sunna* (la tradition). Les trois autres écoles sont : le *hanafisme* (courant le plus libéral), le *malékisme* (fondé par l'imam Malek Ben Anas, qui admet la notion d'interprétation personnelle) et le *chafisme* (fondé par l'imam Mohammad Ben Idriss Al Chafei, qui associe traditionalisme et interprétation).

⁴ Les manuels d'école en Arabie saoudite citent aujourd'hui : « le wahhabisme s'est répandu grâce, en tout premier lieu, à la volonté d'Allah, et ensuite par le soutien des Saoud, qui ont consenti tous les efforts pour son succès et ont beaucoup souffert dans leur vie et leurs biens, mais ont patienté, jusqu'à ce qu'Allah ait assuré le succès du wahhabisme. Pour sa propagation, cette généreuse dynastie continue à sacrifier tout ce qu'elle a de plus cher. »

Islamique selon la conception théologico-politique de Wahhab qui serait gouverné par Al Saoud. Les deux familles scellent cette union par un mariage entre un fils de Ibn Saoud et une fille de Ibn Wahhab. L'Islam vu par Wahhab doit progresser par la conversion, et celle-ci s'obtient par la conquête. Wahhab ne songe qu'à restaurer l'Islam originel dans toute sa rigueur, et par les moyens les plus énergiques. Mort en 1792, il a su imposer sa conception aux Saoud qui poursuivent leurs conquêtes en son nom. Il a su théoriser le moyen : le *djihad* mené contre tous au nom d'un Islam pur et rénové. Après la disparition de Ibn Saoud, son œuvre est poursuivie par son fils, Abdelaziz, qui conquiert une grande partie du Nedj avant de raser la ville chiite de Karbala, dans le Sud de l'Irak, en 1802.

Dès le début du 19^{ème} siècle, l'Empire Ottoman craint de plus en plus l'expansion wahhabite, surtout depuis la défaite de ses armées dans le Hedjaz. Elle confie à Mohammed Ali, Pacha d'Egypte, la mission de reconquérir les Lieux saints, ce qu'il fait en moins de deux ans (1816-1818). La capitale des wahhabites, Diriyah est rasée en 1818 et Abdallâh Ibn Saoud, arrière-petit-fils de Mohammed, devenu roi à son tour, est capturé, emmené à Istanbul et décapité sur ordre du Sultan.

Malgré tout, le wahhabisme n'est pas mort. Turki Bin Abdallâh, l'un des cousins d'Abdallâh Ibn Saoud, parvient à s'enfuir de Diriyah lorsque les Ottomans font le siège de la cité. Il entreprend la reconstruction du royaume saoudien. En 1821, il reconquiert Diriyah puis s'empare de Riyad, avant de soumettre l'ensemble du Nedj en 1824. Agrandissant les limites de son royaume jusqu'au Golfe Persique en conquérant le Hassa, il meurt assassiné en 1834.

Son fils Fayçal lui succède alors mais est contraint, jusqu'à sa mort en 1865, de faire face aux dissensions familiales entretenues par les Ottomans⁵. Profitant de son décès, les Ottomans lancent leurs armées à l'assaut du royaume et occupent le Hassa. C'est au Koweït que l'héritier des Saoud, Abdul Aziz Ibn Saoud⁶, trouve refuge. Reconstituant son armée, il se lance à la reconquête du Nedj, reprend Riyad en 1902 et domine l'ensemble de la région en 1906. En 1910 est créé l'*ikhwan* – la fraternité – regroupant l'ensemble des bédouins mi-colons mi-soldats qui lui sont fidèles. Ces derniers prennent possession du Hassa en mai 1913. Fort

⁵ Dans la période la plus troublée, le pouvoir à Riyad change huit fois de mains en onze ans.

⁶ Abdul Aziz Ibn Saoud (1880-1953) : petit-neveu de Mohammed Al Saoud par son père et descendant direct du Réformateur Abdel Wahhab par sa mère, il est plus connu sous le nom d'Ibn Saoud.

de ses succès, Ibn Saoud signe en 1914 un accord avec le gouvernement Ottoman. En 1920, il soumet le Djebel Chammar, fief des Ibn Rachid, jusque là soutenue par la « Sublime Porte ».

Ces années troubles voient de nombreux affrontements survenir avec les Britanniques, qui regardent d'un assez mauvais œil l'émergence d'un pouvoir indépendant dans une région qu'ils considèrent comme leur chasse gardée.

En mars 1924, le Chérif Hussein de la Mecque, prend le titre de Calife, profitant des troubles en Turquie et de l'abolition du Califat par Mustapha Kemal. Mais ses prétentions sont mal perçues au sein de la communauté musulmane. C'est dans ce contexte qu'Ibn Saoud marche sur la Mecque et Médine qu'il conquiert avec son « armée de purs » sans difficulté en 1926. A cette date, il assujettit les tribus nomades vivant dans les anciens territoires ottomans de la péninsule et établit le royaume d'Arabie saoudite qu'il place sous son règne autocratique en 1932, après une campagne de trente années de conflits. Il donne, du même coup, son nom au pays. En dépit de ses services rendus à l'Angleterre durant la Première Guerre Mondiale, Ibn Hussein, ancien allié de Lawrence d'Arabie, est lâché par Londres qui reconnaît, en 1927, Ibn Saoud comme Roi du Hedjaz, du Nedj, d'Assir, du Hassa et de leurs dépendances. Le royaume d'Arabie saoudite est proclamé en 1932 par Ibn Saoud en tant que Monarchie fondée sur le « Saint Livre », le Coran. Gardienne des Lieux saints de l'Islam, La Mecque et Médine, toute l'étendue de l'Arabie saoudite est, à ce titre, un *horm*, c'est-à-dire un territoire sacré interdit, en principe, aux non-musulmans.

La création du royaume d'Arabie saoudite est donc récente. La conception ultra-rigoriste qui l'anime tend aujourd'hui à se répandre dans le monde entier jusqu'aux confréries africaines, en Bosnie ou encore aux communautés islamiques d'Europe de l'Ouest. Les manifestations de violences islamiques à travers le monde sont en partie dues à la monarchie wahhabito-saoudienne, qui n'hésite pas à soutenir financièrement les mouvements les plus obscurantistes comme le tristement célèbre régime des Taliban en Afghanistan ou encore, les terroristes Tchétchènes, par affinité théologique. L'Arabie saoudite a su ancrer profondément l'intransigeance du wahhabisme, souvent au dépens des droits de l'homme élémentaires.

Constitué de vastes étendues de sable, le pays a une superficie avoisinant les 2 150 000 km², selon les sources (les frontières avec le Yémen, mais aussi avec le Qatar et les Emirats arabes

unis sont imprécises et sujettes à divers litiges⁷...). Créée par une famille qui, brandissant le Coran, a instauré un royaume par l'épée et le sang, l'Arabie saoudite est dominée sans partage par quelques princes reclus dans des palais climatisés ultramodernes.

12. La famille royale saoudienne, ou la saga de la « Saudi connection »

Le régime qui dirige l'Arabie saoudite, peuplée de 21 millions d'habitants, est souvent qualifié de plus grande entreprise familiale de la planète. Ce régime fonctionne sans la moindre institution ou norme démocratique propre à tout État moderne. En dépit des différends qui existent au sein de la famille royale quant au niveau d'ouverture et de collaboration avec les États-Unis, le vieux partenariat entre les deux pays est toujours d'actualité, même s'il connaît ces dernières années des secousses qui pourraient remettre en cause son existence.

Suite à la découverte du pétrole dans les années 1930, dont la mise en marché allait être entreprise par la compagnie pétrolière américaine *Arab American Oil Company* – ARAMCO, la Maison Blanche déclara : « La défense de l'Arabie saoudite est vitale à la défense des États-Unis ». Malgré quelques nuages, le couple saoudo-américain a toujours fait face aux défis qui se présentaient à lui. Ainsi, au cours des dix dernières années, l'Arabie saoudite a été le plus important bénéficiaire de l'aide militaire américaine à l'étranger, recevant 33,5 milliards de dollars en matériel, un chiffre supérieur aux sommes fournies par Washington à Israël.

Le roi d'Arabie saoudite et ses héritiers utilisent les Lieux saints de l'Islam en territoire saoudien que sont La Mecque et Médine, de même que les principes du wahhabisme, comme lien idéologique pour unir les citoyens du pays qui ne nourrissent qu'une allégeance toute relative à cet État formé des déserts de la Péninsule arabique. Ce processus est devenu encore plus important maintenant qu'une proportion croissante de la population est constituée de

⁷ En mai 1990, Riyad n'a pu s'opposer à l'unification du Sud Yémen et du Nord Yémen, qui aboutit à la formation à sa frontière sud d'un État plus peuplé (14 millions d'habitants en 1990), plus pauvre, et aux ambitions irrédentistes non dissimulées. La sympathie ouvertement affichée pour Saddam Hussein par la population et les autorités yéménites après l'invasion du Koweït sert à Riyad de justification à l'expulsion massive de près de 800000 ressortissants yéménites établis, souvent depuis plusieurs générations, sur le sol saoudien. Les tensions politico-tribales qui déchirent le Yémen sont attisées par les Saoudiens. Lors des affrontements entre les partisans nordistes du président Ali Abdallah Saleh et ceux du vice-président sudiste Ali Salim Al Baidh à l'été 1994, l'Arabie saoudite apporte sans grande discrétion son appui, diplomatique et financier, aux séparatistes sudistes. Après deux mois de combats, les nordistes écrasent la rébellion. Pour l'Arabie saoudite, qui considère le Yémen comme son arrière-cour, c'est un cuisant échec diplomatique.

travailleurs immigrants. Il existe en effet une véritable diaspora de l'immense famille saoudienne aux États-Unis. Comme la communauté juive, qui exerce une grande influence dans la vie politique et sociale américaine, la communauté arabe des États-Unis joue également un rôle non négligeable. Les élites d'Arabie sont formées dans les plus prestigieuses universités américaines, et ses élites appartiennent essentiellement à la famille royale.

La famille des Saoud compte actuellement plus de 7000 membres. Elle est déchirée en factions opposées et ne maintient son règne qu'au prix de coalitions toujours changeantes. Depuis 1995, année où le roi Fahd a subi une attaque cardiaque, le pays est dirigé par le prince Abdallah, auquel devrait succéder le prince Sultan, dont le fils est ambassadeur aux États-Unis.

Des tensions existent dans toutes les sphères de la politique saoudienne. La faction du roi Fahd appartient à la famille Al Sudairi. Elle entretient des liens étroits avec les États-Unis et recherche plus d'investissements directs de l'étranger. Elle veut que le pays devienne membre de l'Organisation mondiale du commerce⁸.

Le prince héritier Abdallah, qui dirige la Garde nationale saoudienne et entretient des rapports étroits avec les leaders spirituels, est réputé pour être un conservateur. Aussi, depuis 1995, les relations avec les États-Unis se sont-elles refroidies quelque peu. En août 2001, il a limogé le prince Turki Al Fayçal, frère direct du sultan qui était à la tête des services de renseignement du pays depuis 25 ans, pour le remplacer par son propre demi-frère, le prince Nawwaf. Le prince Turki était responsable des relations saoudiennes avec l'Afghanistan et le Pakistan, ainsi que des rapports avec les services de renseignement américains. Il semble avoir été la victime d'une lutte de pouvoir gravitant autour de la façon de traiter les demandes des États-Unis pour surveiller les activités d'Oussama Ben Laden.

⁸ À noter que l'Arabie saoudite est le seul pays membre du Conseil de Coopération du golfe qui ne fait pas encore partie de l'OMC.

2. Historique des objectifs de la politique arabe des États-Unis

Depuis plusieurs décennies, le Proche Orient représente un enjeu essentiel dans la politique extérieure des États-Unis. Les États-Unis ont d'ailleurs pris la relève de la Grande-Bretagne et de la France pour devenir la nation du monde la plus influente dans cette région. Carrefour de trois continents, réservoir à pétrole du monde (65% des réserves mondiales), ceinture méridionale de l'ancien empire soviétique, le Proche Orient a toujours suscité la convoitise des Américains, qui ont sans cesse voulu posséder de nombreuses attaches là-bas, notamment militaires.

Plusieurs constantes se dégagent des grands objectifs de la politique américaine dans cette région. Première constante : la volonté hégémonique des Américains de supplanter les Européens dans la zone. Deuxième constante : la volonté de constituer des alliances face au vieil ennemi soviétique, cet effort étant difficile à atteindre dans la mesure où rassembler Israël et les pays arabes au sein d'une alliance reste très hypothétique⁹. Troisième constante : la volonté d'employer tous les moyens pour parvenir à ses fins. Ce dernier volet a poussé les États-Unis à intervenir à de nombreuses reprises : en Jordanie en 1970, au Liban en 1983, lors de la guerre du Golfe en 1990-1991, et depuis septembre 2001, en Arabie saoudite.

Sans remonter aux origines les plus anciennes de la politique américaine au Proche Orient, il est utile de récapituler les grandes étapes qui l'ont jalonnée.

2.1. Naissance d'une idylle : de la Première Guerre Mondiale à Suez

A la fin de la Première Guerre Mondiale, le Président Wilson se prononce pour l'autodétermination des nations au Proche Orient, mais ses exigences restent lettre morte. Les États-Unis n'ont pas encore pris pied dans la région. En Arabie saoudite, la première concession pétrolière a été accordée à un consortium britannique en 1923 par Ibn Saoud. Washington place alors ses premiers pions : en Irak dès 1927, puis en Arabie saoudite en 1933. La concession britannique laissée vacante est accordée à une filiale de la *Standard Oil Company of California* (SOCAL). Dès 1936, avec l'association de la SOCAL et de la TEXACO se crée l'ARAMCO, qui obtient le monopole de l'exploitation du pétrole d'Arabie saoudite. Les

⁹ Alliance d'autant plus hypothétique qu'Israël reste la priorité stratégique des États-Unis.

Américains posent d'autres jalons au Koweït en 1934. Les résultats ne tardent guère et, dès la fin du deuxième conflit mondial, ils contrôlent 20% de la production au Moyen-Orient et 50% des réserves. L'enjeu du pétrole est déjà au centre des préoccupations outre-atlantique, d'autant que le Plan Marshall s'appuie très largement sur cette matière première aux dépens du charbon, sur une pente déclinante¹⁰.

L'issue de la Deuxième Guerre Mondiale plonge l'Angleterre dans l'imbroglio israélo-palestinien et oblige la France à abandonner ses bases du Liban et de la Syrie. Les États-Unis en profitent pour s'immiscer un peu plus dans la région¹¹. Le Président Franklin D. Roosevelt et Ibn Saoud établissent un partenariat stratégique décidé lors de la rencontre du 14 février 1945 : il s'agit principalement d'échanger le pétrole contre la sécurité. La tâche du Président Roosevelt s'avère cependant compliquée. L'équilibre est précaire entre la nécessité de préserver les intérêts économiques, notamment pétroliers, et le timide soutien au jeune État juif, qui s'engage dans le conflit de 1948-1949.

Les États-Unis votent le plan de partage de la Palestine, et entérine l'expansion territoriale de l'État juif. En mai 1950, conjointement avec la France et la Grande-Bretagne, ils établissent une déclaration sommant les pays arabes d'accepter le *statu quo* issu du conflit israélo-palestinien.

Les réactions arabes mettent les États-Unis dans une posture délicate, malgré de nombreuses tentatives d'expansion au sud du Moyen-Orient. L'arrivée des « officiers libres » de Nasser en Egypte en 1952, l'échec relatif du Pacte de Bagdad¹² (rejeté par le Liban, la Jordanie, la

¹⁰ La production mondiale de pétrole connaît un accroissement exponentiel entre les années 1950 et le premier choc pétrolier : 541 millions de tonnes en 1950, 1080 millions de tonnes en 1960, 2337 millions de tonnes en 1970 et 2847 millions de tonnes en 1973.

¹¹ C'est par le commerce des armes que les Américains se lient avec la Grèce, la Turquie ou encore l'Iran.

¹² Pacte de coopération mutuelle conclu entre l'Irak et la Turquie le 24 février 1955, rallié par la Grande-Bretagne, le Pakistan et l'Iran, mais dont l'Irak se retire en 1959. Conçu pour faire face aux menaces communiste et nationaliste, le pacte de Bagdad a donc eu paradoxalement pour effet de renforcer l'une et l'autre, en accélérant le rapprochement entre l'Égypte et l'URSS. Perçu à Damas comme une menace, le pacte de Bagdad accélère le rapprochement de la Syrie et de l'Égypte, tandis que les troubles au Liban et en Jordanie empêchent ces pays de s'y joindre. La stratégie américaine s'est retournée contre les États-Unis : un effet boomerang dont profite l'Union soviétique, qui prend ainsi pied dans le monde arabe dont elle s'était quelque peu isolée. Le 21 août 1959, après le retrait irakien, le pacte de Bagdad se transforme en Organisation du traité central (CENTO), plus tournée vers la coopération économique, avec à partir de 1964 un groupe de Coopération régionale pour le développement (RCD). La révolution khomeyniste, en entraînant le retrait de l'Iran, porte un coup définitif à ce lointain héritier du pacte de Bagdad.

Syrie et l’Egypte) représentent des revers significatifs de la politique américaine dans la région.

Survient alors un coup du destin après le fiasco retentissant de l’opération de Suez, pour laquelle seuls les Britanniques et les Français paient une lourde facture. Les États-Unis comblent le vide laissé par leurs alliés : la doctrine Eisenhower est mise en place au début de 1957. Elle comprend un vaste programme d’aide économique et militaire destiné à combattre la politique de puissance de l’Union soviétique dans la région proche orientale. L’Arabie saoudite l’accepte, se liant encore davantage avec les États-Unis, et récoltant une très confortable manne provenant du pétrole.

22. La fusion des sentiments : le mariage d’argent et de raison

Il est clair pour les dirigeants politiques américains et leurs stratèges que cette région représente dès cette époque un enjeu à la fois vital et très vulnérable pour les États-Unis.

Il peut sembler paradoxal d’affirmer qu’il y a de fortes ressemblances entre les peuples américain et saoudien, c’est pourtant une réalité. Habitant des territoires immenses, ce sont des peuples de conquérants. Très attachés à leur terre respective, les Arabes comme les Américains sont aussi très croyants. L’Islam, religion expansionniste, a une vocation universaliste : non seulement il est destiné aux Arabes, mais il est aussi destiné à l’humanité entière. Ce sentiment est profondément ancré dans l’esprit des musulmans, plus encore dans celui des Arabes d’Arabie, peuple élu. Les États-Unis sont dans la même situation : ils considèrent qu’ils ont une mission divine à remplir à l’égard des peuples libres du monde occidental. Jean-François Revel cite, dans son dernier ouvrage¹³, l’ancien ministre des affaires étrangères français Hubert Védrine : « La première caractéristique des États-Unis, qui explique leur politique extérieure, est qu’ils se considèrent depuis leur naissance comme une nation élue, chargée d’éclairer le reste du monde. »

Ces similitudes peuvent expliquer en partie l’attitude américaine à l’égard de l’Arabie saoudite depuis des décennies. En outre, la personnalité d’Ibn Saoud donne beaucoup de poids politique à l’Arabie des années 1950-1960. Le roi profite ainsi de la protection

¹³ Jean-François Revel, *L’obsession anti-américaine*, Plon, 2002.

bienveillante des Américains pour entreprendre une politique de grignotage des frontières au sud du pays. Ces questions frontalières durent encore aujourd'hui...

Désormais très impliqués dans la zone, les États-Unis se posent alors en recours possible après la guerre des Six Jours en 1967, et plus encore après la guerre du Yom Kippour en 1973. Définitivement liés à l'État juif, ils n'en restent pas moins les initiateurs d'une solution négociée. A défaut d'une conférence de la paix, ils proposent la perspective des « petits pas » d'Henry Kissinger¹⁴. La politique américaine à l'égard du Proche Orient à cette époque est très subtile : elle vise à éviter de se mettre les pays arabes à dos, tout en préservant la relation privilégiée avec Tel Aviv. Les États-Unis répondent à l'*infitah* - ouverture - arabe en entreprenant une action d'ouverture économique, tout en brandissant la menace d'utiliser la force contre toute tentative de déstabilisation. A la fin de son mandat, le Président Jimmy Carter déclare : « Toute tentative de s'assurer le contrôle du Golfe sera considérée comme une attaque contre les intérêts des États-Unis, et sera repoussée par tous les moyens, y compris la force militaire. » Cette déclaration résonne comme une sinistre prémonition... Washington constitue alors une force de déploiement rapide, dont rêvait déjà l'administration Kennedy, qui fait ses premières armes dans le Golfe, face à l'Iran en 1988, puis, surtout, lors de la guerre du Golfe en 1990-1991.

Dès le début de la présidence Reagan, un nouveau danger apparaît et remplace la menace du communisme international, dont les premières fissures se font jour : l'Islam. Deux incidents majeurs préoccupent profondément l'administration américaine : la révolution islamique en Iran, et l'occupation soviétique en Afghanistan.

L'ère Reagan est marquée par un recul tangible des États-Unis dans la zone, malgré le succès des accords de Camp David. La puissance américaine est ébranlée en 1983, lorsque les troupes subissent un attentat sanglant au Liban. Les États-Unis quittent Beyrouth sans gloire, cet affront atteignant la crédibilité même des Américains auprès des grands dirigeants

¹⁴ Après la guerre de 1967, le plan de paix américain pour stopper le conflit israélo-égyptien est rejeté. Kissinger savait que ce plan serait rejeté, mais il s'agissait de montrer que les États-Unis n'étaient pas uniquement les protecteurs d'Israël. Une médiation aboutit le 7 août 1970, lorsqu'un cessez-le-feu est décidé sur une bande de 50 km autour du Canal de Suez. La conférence de Genève, après la guerre de 1973, est un échec. Les dirigeants américains choisissent alors une autre approche. Kissinger, négociateur infatigable, met au point la diplomatie de la navette, va-et-vient entre les parties adverses, jusqu'à ce qu'il y ait convergence de points de vue. Cette stratégie paie puisqu'en janvier 1974, Kissinger obtient la signature, au km 101, des chefs militaires égyptien et israélien, pour le retrait des troupes israéliennes des zones proches du Canal. Il obtient aussi un accord entre la Syrie de Hafez Al Assad et Israël.

arabes. La Syrie est maîtresse du jeu sur les contreforts de la Méditerranée, et par voie de conséquence, l'Union soviétique reprend pied dans la zone. Il faut dès lors composer avec, la négociation semblant être la seule voie de sortie.

La fin des années 1980 détourne l'attention du monde de la Palestine. Les bouleversements qui se produisent en Union soviétique et à Berlin, au-delà de leur aspect médiatique, soulèvent de nouveaux défis pour le vieux continent et pour les États-Unis. La fin de la guerre froide ne met pas un terme à tous les affrontements, en particulier dans le domaine économique. Sans être en grand danger, les États-Unis sont dans une situation fragilisée par la dégradation de la situation économique intérieure : faillites, chômage et misère plongent le pays dans le marasme. Finalement, la guerre du Golfe détourne l'attention à l'intérieur même du pays et contribue à redorer largement le blason de l'Amérique conquérante.

Par sa position stratégique, par ses réserves colossales et par le marché civil et militaire qu'il représente, le Golfe offre la possibilité aux États-Unis de rattraper le retard accumulé les années précédentes. Avec cette guerre – qui n'en est pas vraiment une – les États-Unis vont réaliser une quintuple opération : une démonstration militaire impressionnante, un rassemblement de coalition politique et diplomatique sous leur direction, une percée exceptionnelle sur le marché des armes, une profonde redistribution des cartes au Moyen-Orient. L'essentiel réside cependant dans le réaligement des Européens sommés de participer, directement ou indirectement, à l'opération « Tempête du Désert » qui porte un coup sérieux à leurs relations avec le monde arabe, tandis que les États-Unis y étendent leurs filets.

La guerre du Golfe permet aux États-Unis de s'installer en force dans la région. L'Arabie saoudite, qui a fait partie de la coalition contre Saddam Hussein, ouvre ses portes aux troupes américaines. Le « lachâge » du Chah d'Iran aurait pu, en son temps, susciter l'inquiétude des dirigeants arabes quant à la solidité du soutien américain, mais la guerre du Golfe permet d'éprouver ce lien saoudo-américain et rassure les autorités de la Péninsule.

L'administration Clinton confirme l'hégémonie américaine dans la région. L'accès au pétrole, le soutien inconditionnel à Israël constituent les deux buts affichés de la Maison Blanche. De surcroît, le renforcement des capacités militaires américaines sur la Péninsule arabique montre la méfiance des États-Unis à l'égard des États voyous – les « *rogue states* » ou « *backlash states* » –, que sont l'Iran et l'Irak. Américains et Saoudiens s'entendent au

lendemain de la libération du Koweït pour que l'Irak de Saddam Hussein reste soumis à un embargo international aussi étanche que possible. Avec la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU¹⁵, votée le 9 décembre 1996, l'Irak peut produire pour deux milliards de dollars de pétrole tous les six mois, sous le contrôle des Nations Unies. Ce programme a été aménagé à diverses reprises pour masquer le besoin qu'ont les États-Unis du pétrole irakien¹⁶ : quantité de pétrole autorisée à la vente, prix fixé par Washington, etc... En fait, le but de résolution 986 a été détourné, et ces aménagements ont permis aux Américains de contrôler plus ou moins le cours mondial du pétrole.

Quant à l'Iran, qui durant le conflit a pourtant fait preuve d'une neutralité plutôt bienveillante envers la coalition, il est lui aussi tenu à l'écart de tout arrangement régional. Cette doctrine est théorisée par un conseiller de Bill Clinton, Martin Indyk, qui met en place le *dual containment*, c'est-à-dire le principe du double endiguement. Parallèlement, la lutte contre le terrorisme devient un mot d'ordre pour la stratégie américaine¹⁷. Cette prise en compte du phénomène terroriste n'empêche pas les attentats du 11 septembre 2001. Ces événements tragiques et spectaculaires brouillent les cartes du jeu géopolitique de la région. La Maison Blanche conduit la guerre contre le terrorisme et ses soldats s'implantent massivement au cœur de l'Arabie saoudite. Des voix commencent à s'élever dans le royaume quant à cette envahissante présence de non-musulmans (voire d'anti-musulmans) sur les terres du Prophète.

L'équipe de Bill Clinton suscite par ailleurs une grande méfiance de la part des dirigeants saoudiens. Elle comprend de nombreux juifs, notamment l'équipe en charge des questions moyen-orientales. Peu appréciée par la famille royale saoudienne, il est reproché à l'administration Clinton d'avoir utilisé la puissance économique américaine pour faire pression sur l'économie arabe au moment où elle connaissait de sérieuses difficultés (entre 1993 et 1998). Après l'arrivée de George W. Bush, le pouvoir saoudien doit vite déchanter, en particulier avant le 11 septembre. En effet, l'administration américaine se garde bien de trop s'engager dans les affaires arabes et surtout palestiniennes, alors qu'elle ne manque pas une

¹⁵ Programme connu sous le nom « Pétrole contre nourriture ».

¹⁶ Les États-Unis, plus gros importateur de pétrole du monde, ont commencé à importer du pétrole irakien au moment où le programme « Pétrole contre nourriture » se mettait en place (cf. tableaux en annexe).

¹⁷ Comme en témoigne le sommet de Charm El Cheikh en 1996.

occasion de manifester son soutien à la politique menée par Ariel Sharon en Israël. Et même si les Saoudiens ont rapidement fait comprendre à George W. Bush que, tant que Yasser Arafat ne serait pas reçu, la visite du Prince Abdallah était sans objet, la Maison Blanche n'a pas dévié de sa ligne de départ, jusqu'à ce que surviennent les attaques sur New York et le Pentagone.

3. Le pétrole, origine de tous les maux ?

31. L'imbroglie irakien

On ne peut comprendre le Moyen-Orient, et les évolutions à venir dans cette région sans l'éclairage des enjeux pétroliers qui la sous-tendent. Les prétentions du régime irakien en matière de pétrole (nationalisation d'abord et production ensuite) n'ont pas toujours été dans le sens des intérêts anglo-américains. Un court rappel historique suffit à le montrer.

Le premier gisement irakien est exploré à Baba Gurgur en 1927 par la *Turkish Petroleum Company* (TPC), fondée par la Grande-Bretagne. Deux ans plus tard, la TPC devient l'*Iraq Petroleum Company* (IPC), toujours dominée par les sociétés anglo-saxonnes (*British Petroleum*, Shell, Esso...) auxquelles s'est associé la Compagnie française des pétroles.

En 1952, l'IPC a la concession de la majeure partie des champs pétrolifères en Irak, le gouvernement irakien n'a pratiquement aucun droit de regard sur la politique suivie et touche simplement des royalties calculés au plus bas. En 1951, lorsque Mossadegh nationalise le pétrole en Iran, son initiative est suivie avec beaucoup d'intérêt par les dirigeants arabes. En Irak est créée la Compagnie Nationale Irakienne du Pétrole (INOC). Mais chaque fois qu'un gouvernement menace les consortiums anglo-saxons de nationaliser, il s'entend dire en substance : « Vous voulez nationaliser, faites-le. Nous nous retirons mais vous serez incapables de forer, d'extraire, de raffiner et de commercialiser. »

En 1968, lorsque le Baas arrive au pouvoir, il décide de donner au pays les capacités techniques, administratives et humaines qui sont nécessaires pour réussir une nationalisation. C'est Saddam Hussein, alors numéro deux du régime, qui se voit confier

cette mission. Il réussit¹⁸, grâce, essentiellement, au soutien de la Russie et de la France¹⁹. L'histoire n'explique pas tout mais permet en partie de comprendre la rancune que les Anglo-saxons peuvent entretenir dans ce domaine à l'encontre de Saddam Hussein et leurs divergences avec la politique française en la matière.

Les prétentions irakiennes en matière de production ont été à l'origine d'un conflit d'intérêts plus récent, et sans doute plus préjudiciable encore à l'équilibre imposé par les Anglo-saxons. Au sortir de la guerre avec l'Iran, en 1988, l'Irak calcule que, pour maintenir un niveau de développement suffisant et rembourser ses dettes, il lui faut exporter pour une vingtaine de milliards de dollars au moins. Il est le deuxième producteur de l'OPEP²⁰ avec une capacité de 4 millions de barils par jour. Mais son quota en 1989 est fixé par l'OPEP à 2,26 millions de barils par jour ce qui représente un revenu annuel de moins de 15 milliards de dollars compte tenu du cours moyen du baril, à 17,3 dollars. A titre de comparaison, l'Arabie saoudite, trois fois moins peuplée, et le Koweït (moins de sept cent mille citoyens) encaissent respectivement 26 et 11 milliards de dollars. Toute la stratégie de l'Irak consiste alors à faire monter les cours et augmenter sa production pour profiter des dividendes de la paix mais ses anciens alliés, que sa puissance effraie, refusent de jouer le jeu.

Le Koweït et l'Arabie saoudite augmentent leur production, et le cours s'effondre : « Chaque fois que le prix de référence baisse d'un dollar, l'Irak perd un milliard de dollars par an²¹. » À l'évidence, Riyad et Koweït City imposent une politique des prix bas fixée par les États-Unis en application de leur seule stratégie pétrolière. Après le désengagement de l'ex-Union soviétique, l'hégémonie américaine dans cette zone stratégique et le contrôle des ressources pétrolières semble à portée de main. Seul l'Irak nationaliste constitue une entrave au projet de Washington. Peut-on en conclure pour autant que cette résistance irakienne, cette volonté de se démarquer, a été la cause principale de la guerre du Golfe ? Il semble en tout cas

¹⁸ L'*Irak Petroleum Company* est nationalisée le 1^{er} juin 1972.

¹⁹ En 1969, la société russe *Machinexport* s'engage par accord avec l'INOC à lui fournir l'équipement, l'appareillage et la compétence nécessaires à la formation de techniciens. L'entreprise hongroise *Chimocomplex* assure le forage des puits de Roumaïla. L'Institut Français du Pétrole, enfin, crée un laboratoire de forage et un centre de formation d'experts et de techniciens à Bassora.

²⁰ L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) comprend 11 pays : Arabie saoudite, Irak, Iran, Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Algérie, Libye, Nigeria, Venezuela et Indonésie.

²¹ Charles Saint-Prot, *Histoire de l'Irak de Summer à Saddam Hussein*, Ellipses, 1999.

presque certain que Saddam Hussein s'est laissé prendre au piège tendu par les États-Unis au Koweït...

Après l'opération « Tempête du désert », les alliés occidentaux ont délibérément choisi de laisser Saddam Hussein en place, alors qu'il venait d'être battu militairement. L'unité et l'intégrité territoriale de l'Irak ne sont alors pas remises en question. Faisant cela, ils ont préservé la stabilité régionale : une partition de l'Irak à des fins purement pétrolières aurait sans aucun doute précipité l'ensemble du monde arabe, l'Iran, la Turquie et jusqu'au Pakistan, dans un chaos indescriptible. Nul doute que les économies occidentales auraient eu les plus grandes difficultés à s'extirper de ce borborygme. Aussi le *statu quo*, avec le strict contrôle des ressources pétrolières irakiennes qui en découle, offre-t-il des avantages non négligeables dans la stratégie américaine.

32. Le pétrole, moteur de la guerre américaine

Dans le rapport *US Policy ten years after the Gulf War*, le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) écrivait en octobre 2000 : « L'économie des États-Unis et du monde est de plus en plus dépendante des importations de gaz et de pétrole du Golfe. (...) La production de pétrole aux États-Unis évolue selon une courbe descendante, et il est improbable que les États-Unis puissent réduire leur dépendance croissante en importations énergétiques. » Il en découle que « les États-Unis sont obligés d'assurer que le pétrole puisse être vendu normalement sur le marché, que les producteurs de pétrole puissent investir afin d'augmenter la production et que les exportations puissent continuer sans entraves. (...) Les États-Unis doivent poursuivre leur rôle stabilisateur dans la région et leur rôle dirigeant dans la répression de toute forme d'agression²². »

Pour le quotidien panarabe *Al Quds al-Arabi*, il ne fait aucun doute que « le pétrole est au centre de la stratégie américaine au Proche Orient. Le premier objectif d'une agression américaine contre l'Irak est de se saisir des énormes réserves pétrolières que possède ce pays. ». Le *Washington Post* précise²³ : « Avec une réserve prouvée de 112 milliards de barils

²² Extraits du rapport du CSIS, « *US Policy Ten Years After the Gulf War* », octobre 2000

²³ *Washington Post*, 16 septembre 2002

de brut, l'Irak est aujourd'hui le deuxième producteur mondial potentiel après l'Arabie saoudite. »

La dépendance des États-Unis par rapport au pétrole pourrait, à terme, se déplacer vers l'Asie centrale (cf. ci-dessous). Il existe cependant des conditions qui empêchent cette translation de la dépendance américaine vers cette région : la stabilité n'est pas encore atteinte, notamment dans les ex-républiques soviétiques ; les relations avec les pays de transit du pétrole doivent s'améliorer, en particulier, avec l'Iran ; les investissements américains dans cette partie du monde sont encore trop faibles. Ces raisons expliquent pourquoi le pétrole arabe reste essentiel pour les États-Unis, alors que leur taux de dépendance à l'égard du pétrole arabe atteint à peine 20% – ce taux est plus élevé pour le Japon ou encore l'Europe. Ce sont surtout les réserves pétrolières de la région, et donc les capacités de production futures, qui intéressent les États-Unis.

Il n'est pas difficile de comprendre dès lors que les préparatifs de l'attaque contre Saddam Hussein prennent aux responsables américains tout leur temps disponible. Même si, aux yeux du monde, Saddam Hussein est désigné officiellement comme la priorité, la question pétrolière est la préoccupation majeure de la Maison Blanche. De fait, l'élimination du régime baasiste serait une véritable aubaine pour les groupes pétroliers américains, depuis longtemps indésirables sur le marché irakien. L'éviction de Saddam Hussein permettrait aux compagnies américaines de revenir en force à Bagdad, d'autant que l'Irak n'en finit pas de représenter une menace permanente pour la domination américaine : les velléités d'indépendance de l'Irak renforce l'anti-impérialisme des peuples arabes. C'est pourquoi Bush veut déclencher le plus rapidement possible une nouvelle guerre afin d'éliminer Saddam Hussein.

En tout état de cause, les États-Unis devraient avoir la priorité sur les avantages liés au pétrole : « la France et la Russie ont des compagnies pétrolières et des intérêts importants en Irak. Ils devraient savoir que, si un régime irakien plus décent s'installe, nous ferons de notre mieux pour nous assurer que ce nouveau gouvernement travaille étroitement avec nos compagnies ». Ahmed Chalabi, le président du Congrès national irakien, une organisation réunissant des groupes d'opposition au régime de Saddam Hussein et soutenu par les États-Unis, estime que, « après le changement de régime, il faudrait mettre en place un consortium

mené par les États-Unis pour reprendre en main l'exploitation pétrolière en Irak²⁴ ». Cela signifie, pour les autres grandes compagnies pétrolières déjà présentes en Irak, un recul important sur ce marché stratégique. Les entreprises russes *Lukoil* et *Slavneft*, la française TotalFinaElf, et des entreprises indienne, chinoise, italienne, algérienne et vietnamienne ont signé des accords d'exploitation qui devraient normalement prendre effet dès la fin de l'embargo.

En fait, c'est la Maison Blanche qu'il faut voir derrière les déclarations de l'opposition irakienne. L'administration américaine utilise le pétrole comme carotte pour ses alliés réticents. En effet, en utilisant le pétrole, George W. Bush peut aisément faire pression sur les pays européens et du Sud-Est asiatique, dont les importations de pétrole sont entièrement en provenance des pays de l'OPEP.

La chute annoncée de Saddam Hussein pourrait bouleverser entièrement le marché pétrolier mondial, stabilisé tant bien que mal par l'OPEP. Le cartel créé en 1962 par les principaux producteurs de la planète pourrait être menacé de destruction. Certains experts du *Financial Times* expliquent qu'avec l'arrivée massive de fonds et de compagnies américaines en Irak, le pays pourrait doubler sa production de brut et ainsi faire trembler l'OPEP sur ses fondations. En effet, la prise de contrôle de l'Irak par les États-Unis aurait pour conséquence l'arrivée de grandes quantités de pétrole à bas prix sur le marché, ce qui minerait la politique de quotas et de stabilisation des prix de l'OPEP. Les États-Unis profiteraient, au mépris du reste du monde, du retour de l'or noir irakien sur le marché pour consolider à bas prix leurs sources d'approvisionnement en énergie.

33. Les autres facteurs de déstabilisation

Le pétrole est certainement au centre de tous les enjeux, il n'en reste pas moins qu'il existe d'autres facteurs de déstabilisation et de dégradation des relations entre Américains et Saoudiens.

L'invasion soviétique en Afghanistan a été ressentie par l'Arabie saoudite comme une attaque menée par des athées contre des musulmans, la seule réponse possible étant, par conséquent, le *djihad*. Le soutien saoudien à la résistance afghane – les *moujjahidines* –

²⁴ *Washington Post*, 16 septembre 2002

présentait plusieurs avantages. D'une part, l'Arabie montrait aux wahhabites les plus intransigeants qu'elle était prête à défendre les intérêts des musulmans où qu'ils se trouvent. D'autre part, elle renforçait sa position face à la révolution iranienne et à son Islam chiite conquérant. Enfin, elle consolidait le lien avec les Américains en combattant les Soviétiques sur le terrain. Ce troisième volet a d'ailleurs eu des effets pervers et inattendus en Arabie. La jeunesse arabe a effectivement beaucoup soutenu les combattants afghans après l'agression soviétique. Ce mouvement de soutien a été largement encouragé par Washington, qui continuait sa lutte contre le communisme de manière indirecte. Que peuvent penser aujourd'hui ces *moujjahidines* lorsqu'ils voient s'étendre la puissance américaine sur les terres mêmes du Prophète et dans les pays islamiques ? Les plus intolérants des *oulémas* wahhabites considèrent la dynastie des Saoud comme la complice des mécréants américains et incitent les fidèles à les combattre. Est-il nécessaire de rappeler que quinze des dix-neuf terroristes qui ont trouvé la mort contre les tours du *World Trade Center* sont de nationalité saoudienne ? Enfin, malgré la difficulté de l'évaluer précisément, nul ne peut nier qu'Oussama Ben Laden bénéficie d'un fort capital de sympathie au sein de la population saoudienne, voire au cœur même de la dynastie royale. Il faut souligner que la famille Ben Laden est très impliquée dans la vie politique et économique du pays depuis plusieurs décennies : « Les complicités saoudiennes sont également de nature familiale²⁵ ».

Les questions ethniques et religieuses dans la région sont également un véritable casse-tête pour Washington. Lors de la présidence Clinton, l'encouragement donné au « gouvernement autonome » kurde a fortement préoccupé les autorités saoudiennes. L'éventualité d'une République islamique chiite au sud de l'Irak, encouragée par l'Iran, aurait des répercussions inquiétantes sur la Péninsule, en particulier sur la province orientale de l'Arabie saoudite, où se trouve concentrée la presque totalité de la minorité chiite d'Arabie. Les États-Unis ont beaucoup joué sur cette crainte qu'éprouve l'Arabie à l'égard de l'Iran, afin, notamment d'obtenir le financement des forces américaines dans la zone et la légitimité de leur présence. Cette légitimité, maintenant fortement controversée de l'intérieur, laisse craindre que les relations bilatérales soient plus difficiles à poursuivre.

À cet égard, les États-Unis ne manifestent pas toujours le tact requis à l'égard de leur partenaire. Alors que depuis 1991, des pétitions circulent à travers le royaume pour

²⁵ Frédéric Encel, *La grande alliance*, Flammarion, 2003.

demander le départ des forces américaines restées en Arabie après la guerre du Koweït, l'ancien secrétaire à la défense William Perry demande publiquement à l'Arabie saoudite d'autoriser le prépositionnement sur son sol d'une brigade mécanisée, comme au Koweït et au Qatar. Cette insistance peut avoir des effets négatifs, en particulier en donnant à l'opposition islamiste le prétexte de dénoncer la servilité des Saoud à l'égard des exigences américaines. Ce danger a été exposé par l'un des plus hauts responsables de ce dossier au sein de l'administration américaine, Robert Pelletreau : « Nous sommes peut-être la puissance extérieure dominante, mais nous devons opérer dans un cadre à la fois unique et complexe. Nos demandes doivent se limiter au cercle des intérêts communs sur lesquels nous sommes tombés d'accord, et faire l'objet de consultations, non de diktats ».

Cela n'empêche pourtant pas les États-Unis de multiplier les pressions pour que l'Arabie saoudite normalise ses relations avec Israël. Très embarrassés, les dirigeants saoudiens se laissent faire jusqu'à un certain point – un rapprochement « contre nature » avec Israël avant un rapprochement avec un voisin islamique, même chiite, comme l'Iran, provoquerait la colère du peuple arabe.

Certes, l'Arabie saoudite participe en octobre 1991 à la conférence de Madrid, et son ambassadeur à Washington y joue un rôle important. À la suite des accords d'Oslo – et de l'intervention pressante du président Clinton – Riyad se résout à lever partiellement l'embargo contre l'État hébreu. Mais contrairement au sultanat d'Oman ou au Qatar, l'Arabie saoudite se refuse obstinément à ouvrir des représentations commerciales avec Israël ou à accueillir ses responsables. Le roi Fahd, qui se veut le gardien des Lieux saints de l'Islam, rôle que lui conteste notamment la République islamique d'Iran, ne peut oublier que le troisième lieu saint, la mosquée Al Aqsa, se trouve en territoire occupé par Israël. Or, feu le roi Fayçal, unanimement respecté en Arabie saoudite, avait fait de la libération du troisième Lieu saint un objectif prioritaire. Pour des raisons à la fois régionales et intérieures, le roi Fahd n'a d'autre choix que de résister à ces pressions, d'autant que si l'on voit bien les inconvénients pour les Saoud d'une normalisation avec l'État hébreu, les avantages en sont moins évidents.

Au fond, les tensions entre l'Arabie saoudite et les États-Unis ne sont que le prolongement de la longue suite de malentendus qui ont marqué, dès son origine, l'alliance forgée au début des années quarante par Ibn Saoud et Franklin D. Roosevelt. Il s'agissait alors pour le premier de s'affranchir du partenariat avec la Grande-Bretagne, qui dominait la région.

Quant au second, il avait en vue à la fois la responsabilité mondiale des États-Unis, et le pétrole que les compagnies américaines avaient commencé à découvrir en abondance dès 1938.

L'invasion du Koweït marqua un nouveau tournant dans les relations tourmentées entre l'Arabie saoudite et les États-Unis. L'appel aux forces étrangères non musulmanes, prononcé le 8 août 1990 par le roi Fahd, retentit aux oreilles des défenseurs du wahhabisme comme une hérésie. Présentes en nombre sur le sol saoudien, les troupes occidentales (c'est-à-dire principalement américaines) suscitent un vif mécontentement dans les secteurs les plus conservateurs de la société saoudienne, et en particulier dans les milieux religieux. Pour une grande partie de l'opinion saoudienne, la fin de la guerre, qui est censée marquer la fin de la menace irakienne, retire toute justification au maintien de forces américaines sur le territoire saoudien. Affaibli par la maladie, le roi Fahd a du mal à résister à l'insistance des Américains qui ne perdent pas une occasion de lui rappeler que c'est aux forces américaines qu'il doit la survie de son trône. A l'intérieur, la contestation qui se développe concentre ses critiques sur la présence de plusieurs milliers de militaires américains « infidèles » sur le territoire saoudien. Cette contestation verbale cède le pas à l'action. Le 13 novembre 1995, un attentat à la voiture piégée à Riyad détruit l'immeuble qui abrite la mission de coopération américano-saoudienne de la Garde Nationale. L'attentat fait sept morts, dont cinq Américains. Le 25 juin 1996, l'explosion d'un camion bourré d'explosifs à l'entrée d'un lotissement où vivent les militaires américains de la base d'Al Khobar cause la mort de dix-neuf Américains et fait plusieurs centaines de blessés. C'est le cœur même de l'alliance militaire saoudo-américaine qui est visé, en frappant le point faible de celle-ci : l'opinion américaine est-elle prête à sacrifier la vie de ses *GI's* pour défendre la dynastie des Saoud ? Et l'opinion saoudienne peut-elle supporter encore longtemps que la présence militaire américaine, censée assurer la sécurité du pays, soit en réalité une source d'instabilité ?

L'enquête sur l'attentat d'Al Khobar a illustré le malaise inséparable de l'alliance entre Riyad et Washington. Certains des principaux responsables américains ont publiquement mis en doute la sincérité de la coopération saoudienne avec les enquêteurs américains du F.B.I. De leur côté, les responsables saoudiens, tout en protestant de leur bonne volonté, n'entendent pas se laisser dicter par les Américains leur conduite dans une affaire qui relève à leurs yeux avant tout de la sécurité intérieure du royaume.

La « relation spéciale » entre l'Arabie saoudite et les États-Unis est un mariage de raison entre deux partenaires qui ont besoin l'un de l'autre. Vue de Washington, l'Arabie saoudite est avant tout un immense puits de pétrole vital pour ses intérêts, un débouché pour l'industrie d'armement américaine, un gigantesque porte-avions de sable au cœur du Moyen-Orient. Elle assure dans une certaine mesure le maintien de l'ordre sur la Péninsule arabique, dans l'intérêt partagé des Saoud et de la Maison Blanche. S'il est clair que Washington ne peut pas se passer de l'Arabie et de ses ressources, il n'en est pas de même en ce qui concerne la famille régnante. L'implication de certains princes dans la mouvance terroriste est désormais prouvée par les services américains, et Washington pourrait très bien envisager de changer d'interlocuteur à Riyad. Il reste que les Américains n'ont aucun intérêt à créer les conditions favorables à une agitation virulente sur les terres sacrées du Prophète. Ces soulèvements seraient les prémices au choc des civilisations décrits par certains analystes.

Vus de Riyad, les États-Unis assurent la protection militaire, et l'achat d'armement américain représente en quelque sorte la prime d'assurance pour continuer à bénéficier de cette garantie. Cependant, les dirigeants saoudiens regrettent l'insuffisance du dialogue politique avec Washington, qu'ils souhaiteraient porter au niveau qui existe entre Israël et les États-Unis. C'est également en vain qu'ils tentent depuis la révolution islamique de faire reconnaître par les Américains leur pays comme une puissance régionale au même titre que l'Iran du temps du chah. Enfin, l'un et l'autre déplore chez son partenaire l'absence de réflexion stratégique sur la sécurité du Golfe après le départ de Saddam Hussein de la scène régionale.

La stratégie américaine en vigueur à l'égard du Moyen-Orient prévoit plusieurs volets, en particulier le renforcement des capacités de défense collective régionale, à travers le Conseil de Coopération du Golfe²⁶. Cet objectif a des difficultés à aboutir, l'Arabie saoudite s'étant précédemment opposée à la proposition du sultanat d'Oman de créer une armée de 100 000

²⁶ Le Conseil de Coopération du Golfe, créé en 1991, est davantage l'addition d'individualismes qu'un véritable conseil. Les pétromonarchies du Golfe ne se contentent plus de seulement produire l'or noir et d'en toucher les dividendes. Elles affichent leur ambition de rentrer dans l'OMC ou de nouer des relations commerciales avec l'Union Européenne. Parallèlement, l'Arabie saoudite entreprend des réformes politiques originales pour un régime conservateur. Elle échafaude des scénarios de participation populaire aux mécanismes décisionnels, alors qu'elle se refuse franchement à une réelle démocratisation du pouvoir qui mettrait en péril l'emprise de la famille régnante sur le système politique.

hommes. La raison principale de ce refus a résidé dans l'incapacité du royaume à fournir le gros du contingent de cette armée. De plus, cette dernière aurait en partie échappé à son influence au profit du sultanat d'Oman, la seule des six monarchies à disposer d'une véritable armée opérationnelle. L'incapacité des monarchies du Golfe à s'entendre sur une stratégie militaire n'a pas conduit Washington à les inciter à surmonter leurs divergences, ce qui place les monarchies, et l'Arabie saoudite en particulier, dans une position de plus grande dépendance à l'égard de la Maison Blanche sur le plan militaire. Aujourd'hui, le CCG progresse lentement. Le 31 décembre 2000 a été conclu un pacte de défense conjointe « Bouclier de la Péninsule ». Composée de 4000 soldats, cette véritable alliance prévoit qu'une attaque contre un membre est considérée comme une attaque contre tous les membres, à l'instar de ce qui se fait dans les grandes alliances comme l'OTAN. Ce « Bouclier » n'a pas encore été mis en œuvre²⁷...

Après la guerre du Golfe, les monarchies du Golfe ont laissé libre cours à leurs rivalités, ce qui les a entraînées dans des conflits latents²⁸ impliquant presque tous l'Arabie saoudite. Ces querelles paralysent le Conseil de Coopération du Golfe et empêchent Riyad d'imposer sa médiation. L'échec saoudien sur la question yéménite pousse les dirigeants du royaume à revoir leur position. Depuis sa création, le royaume avait soigneusement évité de régler les litiges frontaliers qui l'opposaient à ses voisins. Mais les échauffourées qui se multiplient sur la Péninsule et les accrochages à la frontière saoudo-yéménite à la fin de l'année 1994 conduisent les dirigeants saoudiens à réviser profondément leur approche : ils sont persuadés que le flou des frontières est au contraire source d'instabilité pour leur pays. Désormais, la priorité est donnée au règlement des litiges territoriaux entre Riyad et ses voisins. L'accord sur les frontières conclu entre l'Arabie et Oman en mars 1990 est donné en exemple. Après un mois d'intenses négociations, l'Arabie et le Yémen signent le 26 février 1995 à La Mecque une déclaration conjointe : le Yémen renonce à ses prétentions territoriales et l'Arabie saoudite rouvre ses frontières aux centaines de milliers de travailleurs expulsés en

²⁷ Il existe enfin un projet de monnaie commune qui devrait être mise en place en 2005.

²⁸ En septembre 1992, un incident frontalier entre le Qatar et l'Arabie saoudite fait plusieurs morts ; les Emirats arabes unis commencent à remettre en cause l'accord sur les frontières conclu avec le royaume wahhabite en 1974 et en 1977 ; l'Arabie saoudite dispute au Koweït la souveraineté sur deux îlots que contrôle l'émirat, Qarouh et Oum el Maradim. Enfin et surtout, le Yémen n'a jamais admis d'être amputé de trois provinces par Ibn Saoud en 1934 (cf. plus haut pour la question yéménite).

1990. Parallèlement, des négociations s'ouvrent avec le Qatar pour faire baisser la tension et régler le différend frontalier.

4. L'entrée dans une nouvelle ère : le 11 septembre et ses répercussions

La fin de la bipolarité a apporté de grands bouleversements, notamment sur le plan stratégique. Dans « La fin de l'histoire et le dernier homme²⁹ », Francis Fukuyama dévoile deux tendances différentes du monde de l'après guerre froide : la première est la tendance à l'homogénéisation de la planète sous la houlette du monde libre, et en suivant le modèle libéral ; la seconde est la tendance des sociétés du sud à résister à ce mouvement. Les pays du sud ne sont, pour la plupart, pas encore parvenus à maturité. Le clivage entre le Nord et le Sud est donc, selon Fukuyama, bien réel. Cependant, la disjonction des deux hémisphères semble impossible pour plusieurs raisons. D'une part, les matières premières localisées dans les pays du sud, en particulier le pétrole et le gaz, sont des données stratégiques de premier ordre pour les nations du nord, et avant tout pour les États-Unis. D'autre part, l'immigration des populations du sud vers les eldorados de l'hémisphère nord risque de menacer le modèle libéral. Poursuivant son raisonnement, Fukuyama avance alors que l'interaction entre les deux mondes est incontournable, voire indispensable : l'ingérence est inévitable.

L'expansion démocratique trouvait sa justification dans son opposition avec le monde communiste. Avec l'effondrement de ce dernier, il revient dès lors aux nations du monde libre de stabiliser les nouvelles démocraties. La carte géopolitique n'a cependant pas disparu : les *rogue states* sont plus que jamais vivants. Ils refusent le modèle libéral et le nouvel ordre mondial. Parmi ces pays se trouvent la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak, la Libye. Ils constituent ce que le Président Bush appelle, dans une formule spectaculaire, l'axe du mal³⁰ - « *axis of evil* » - après les attentats du 11 septembre. Le déséquilibre de puissance est tel entre les États-Unis et ces pays, que l'endiguement consiste à littéralement étouffer ces pays sur le plan économique et politique. L'embargo sur l'Irak en est une illustration

²⁹ Flammarion, 1992.

³⁰ « L'axe du mal est armé pour menacer la paix du monde », George W. Bush, discours sur l'état de l'Union, 29 janvier 2002.

certaine, même si l'on constate le relatif échec de cette politique menée depuis la fin de la guerre du Golfe (cf. ci-dessus).

La place du monde arabe dans cette stratégie américaine revêt une importance particulière, du fait que la plupart des *rogue states* se trouve dans la zone, d'une part, et que l'essentiel des réserves pétrolières est enfoui dans le sous-sol de cette partie du monde, d'autre part. C'est d'ailleurs dans cette partie du monde que les États-Unis concentrent leurs plus gros efforts militaires et économiques.

Dans un texte rédigé après l'effondrement de l'Union Soviétique et après la guerre du Golfe, Kenneth Waltz³¹ donne son point de vue sur le nouvel ordre mondial. Selon lui, la structure du nouveau système n'est pas clairement unipolaire. Le système bipolaire présentait l'avantage d'une grande stabilité, en raison de la disproportion entre les deux puissances dominantes et les autres nations. Cette disproportion garantissait l'indépendance des deux grandes puissances, et plaçait le système bipolaire à l'abri des revirements d'alliance. La fin de la bipolarité laisse planer un doute inquiétant sur la position des puissances secondaires alliées aux États-Unis. Ainsi, les positions de la France ou de l'Allemagne qui s'opposent fermement à l'intervention américaine en Irak peuvent être source de tensions entre ces deux pays et les États-Unis.

Le Moyen-Orient représente avant tout un terrain d'enjeux et d'affrontements dans la stratégie des États-Unis. En outre, l'islamisme ne constitue pas une menace prééminente contre les États-Unis, car ce dernier n'est pas doté d'un projet politique cohérent et volontaire de prise de pouvoir³². En fait, l'islamisme ne peut que déstabiliser la région arabe, et donc présenter des risques limités pour les intérêts américains. Les deux seuls pays se trouvant en mesure de jouer un rôle essentiel dans la région sont la Turquie, allié fidèle des États-Unis, et l'Iran, puissance influente sur l'échiquier régional, et dont les relations avec la Maison Blanche s'améliorent sensiblement.

Les dirigeants américains sont conscients que le terrorisme ne peut pas seulement être éradiqué grâce au recours à l'action militaire. Mais cette menace terroriste est une épée de Damoclès au-dessus de l'aigle américain, et les échéances électorales très rapprochées dans la

³¹ Kenneth Waltz, « *The emerging structure of international politics* », 1995.

³² Zbigniew Brzezinski, « *The great chessboard* », Harper Collins Publisher, 1997.

vie politique américaine – une élection tous les deux ans – ont fait dire au Président Bush : « Le temps n'est pas de notre côté », car les terroristes peuvent agir sans délais. Il est possible que cela ait poussé Washington à affirmer dans un document très officiel : « Pour prévenir ou empêcher de tels actes terroristes de la part de nos ennemis, les États-Unis agiront, si nécessaire, de manière préventive³³ ».

Ces considérations de politique intérieure sont d'une importance capitale pour les dirigeants américains, si bien que les conséquences des actions militaires envisagées au Moyen-Orient semblent moins importantes que le sentiment de danger qui pèse sur le peuple américain. Les alliés historiques de la Maison Blanche, comme l'Arabie saoudite, jouent dès lors un rôle négligeable dans le jeu américain. Or, les États-Unis ont besoin des autres, en particulier pour mener leurs actions militaires à terme.

41. Oussama Ben Laden, le terroriste... et le héros ?

Né en 1957 d'un père yéménite et d'une mère syrienne, Oussama Ben Laden est le fils de Mohamed Ben Laden, l'influent fondateur de la gigantesque entreprise de construction saoudienne, le groupe Ben Laden. C'est Mohamed et sa famille qui, dans les années 1960, ont orchestré le passage du pouvoir du roi corrompu Saoud au roi Fayçal, afin de consolider la dynastie au pouvoir.

Bien qu'originaire de la strate supérieure de la société saoudienne, Oussama Ben Laden est rapidement devenu désenchanté par son exclusion du pouvoir. Sa carrière politique est passée de celle d'aventurier anticomuniste radical à celle d'un fanatique religieux, pour aboutir à un antiaméricanisme radical. Tant en Afghanistan qu'au Soudan, il a travaillé à soutenir des régimes des plus réactionnaires, totalement hostiles à la classe ouvrière et aux masses opprimées. Pendant un temps, il fut un outil utile de l'impérialisme américain, mais il est désormais plus qu'indésirable, comme d'autres avant lui, et nuit aux intérêts stratégiques des États-Unis dans la région.

Ben Laden est devenu membre de la fraternité musulmane alors qu'il était étudiant. Lorsque la Russie envahit l'Afghanistan en 1979, il va au Pakistan rejoindre la rébellion afghane contre le régime de Kaboul. Oussama Ben Laden utilise ses contacts en Arabie saoudite pour

³³ *The National Security Strategy of the United States, The White House, september, 17, 2002.*

recueillir de l'argent et du matériel pour les *moujahidines*, recruter des combattants arabes et aider à organiser des opérations de guérilla. Il établit un réseau de camps en Afghanistan – *Al Qaïda* – afin d'entraîner des combattants recrutés dans tout le Moyen-Orient pour mener la guerre contre le régime appuyé par les Soviétiques.

En 1990, lorsque Saddam Hussein envahit le Koweït, menaçant du même coup l'Arabie saoudite, Ben Laden retourne dans son pays et propose un plan de défense fondé sur le type de mobilisation que les États-Unis, le Pakistan et l'Arabie saoudite ont aidé à organiser en Afghanistan. Malgré le fait que la résistance afghane a bénéficié de l'appui des saoudiens, les « Arabes afghans », comme ils sont appelés, sont loin d'être les bienvenus chez eux. Le roi Fahd n'entend pas armer les masses. Le plan de Ben Laden est rejeté et ce dernier expulsé.

Le roi Fahd préfère se tourner vers les États-Unis en invitant Washington à stationner des troupes en Arabie saoudite. Il provoque la colère des *oulémas* et de Ben Laden, qui avancent que, selon la loi islamique, des forces militaires étrangères non-musulmanes ne peuvent être déployées en Arabie saoudite sous leur drapeau.

Indésirable dans son pays, Ben Laden se rend d'abord au Soudan, où il passe les cinq années suivantes. Lorsque ses activités entrent en conflit avec les intérêts du Soudan qui cherche à se rapprocher des États-Unis, le gouvernement soudanais offre d'arrêter Ben Laden et de le remettre aux autorités saoudiennes. Mais Riyad rejette la proposition, préférant plutôt geler le compte bancaire de ce dernier et lui retirer sa citoyenneté saoudienne.

Expulsé du Soudan, Ben Laden retourne en Afghanistan, où, coupé de toute aide soudanaise et saoudienne, il accentue son discours fondamentaliste radical. Il soutient le régime taliban, dont la base sociale est constituée des couches les plus arriérées des tribus et des villageois pauvres, dans leur guerre contre l'alliance instable qui a pris le pouvoir en 1992 après le retrait des troupes soviétiques. Prenant le pouvoir en 1996, les talibans imposent la loi islamique dans son acception la plus étroite. Ils interdisent aux femmes de s'instruire et de travailler, insistent pour que les hommes fassent pousser leur barbe, interdisent les films, les vidéos et la musique, et cherchent à effacer l'héritage culturel varié de l'Afghanistan en détruisant notamment les Bouddhas de Bamiane³⁴.

³⁴ À l'instar des wahhabites qui, dès le 18^{ème} siècle, ont détruit les tombes des saints, même celle du Prophète, afin qu'elles ne fassent pas l'objet d'un culte.

En 1998, Ben Laden lance une *fatwa* – décision de loi dans le cadre religieux – appelant à la guerre contre les États-Unis. Les attentats à la bombe contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie suivent peu après. Bien que Ben Laden nie toute responsabilité pour ces attaques, les gens arrêtés par la suite le nomment comme l'un des principaux instigateurs. Il est également soupçonné d'être relié à l'attentat à la bombe de 1993 contre le *World Trade Center*, de même qu'à l'attaque contre le *USS Cole* perpétrées dans les eaux du Yémen. Ben Laden aurait salué cette attaque au cours de laquelle dix-sept marins américains trouvent la mort, et appelé ses partisans à attaquer des « objectifs occidentaux et juifs dans le monde entier ». Le Département d'État américain l'a qualifié de « commanditaire du terrorisme » et « l'un des plus importants commanditaires d'activités extrémistes dans le monde aujourd'hui ».

Après les attentats du 11 septembre, Ben Laden est rapidement désigné comme le principal artisan de cet acte qui frappe l'Amérique au cœur. Alors qu'il reçoit l'appui de nombreux Saoudiens – et de musulmans du monde entier –, qui le considèrent comme un héros menant une véritable croisade contre les États-Unis, une campagne de presse très virulente contre l'Arabie saoudite s'ensuit aux États-Unis. Elle dénonce « le double jeu de l'Arabie saoudite », parle des relations saoudo-américaines « au bord du précipice ». L'Arabie vit d'autant plus mal ces critiques qu'elle avait expulsé Ben Laden, puis lui avait retiré sa nationalité, alors que les activités de l'individu dans les années 1980 avaient, quant à elles, été approuvées largement par les États-Unis... La famille royale ne comprend pas qu'elle puisse faire l'objet de telles critiques de la part de son allié américain, alors qu'Oussama Ben Laden s'en prend depuis plusieurs années aux deux administrations avec la même haine, les accusant d'être toutes les deux « devenues un seul et même mal³⁵ ».

42. Barils de poudre au Proche Orient ?

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'industrie pétrolière mondiale est entrée dans une zone de turbulences, dont les premières ondes de choc se sont rapidement propagées sur l'ensemble de la scène politique et économique internationale. Le Proche Orient est, en particulier, dans l'œil du cyclone. Avec deux tiers des réserves prouvées et 44,5% des

³⁵ Déclaration de guerre d'Oussama Ben Laden, 23 août 1996.

exportations pétrolières mondiales, les pays de cette région figurent en tête de liste de ceux visés par « la guerre contre le terrorisme » déclarée par le Président George W. Bush. Ils sont le berceau d'*Al Qaïda*, comme de la quasi-totalité des autres mouvements islamistes.

L'Arabie saoudite, 1^{er} pays producteur et 1^{er} exportateur de pétrole au monde, et principal allié des États-Unis au Proche Orient, est aussi dans une position délicate suite aux pressions et aux accusations dont elle fait l'objet au sujet de son soutien aux mouvements islamistes. Le peuple américain n'a pas oublié que l'acteur principal des attentats du 11 septembre était saoudien – même s'il a perdu sa nationalité – tout comme la majorité des terroristes.

D'autres pays du Golfe sont dans l'œil du cyclone, accusés d'avoir fermé les yeux sur les activités et le financement d'organisations de charité soupçonnées de s'être livrées à des activités terroristes. Avec l'exacerbation du conflit israélo-arabe et le risque grandissant d'une action militaire américaine en Irak, tous les ingrédients sont réunis pour une possible déflagration aux répercussions immenses pour de nombreux pays de la région.

Jusqu'ici, l'impact des attentats du 11 septembre sur le marché pétrolier s'est limité à de fortes et brutales variations des prix. Ces variations ont été provoquées aussi bien par le ralentissement de la demande et la crainte d'une récession économique mondiale, que par la persistance d'un surplus de l'offre des pays OPEP et non OPEP. Elles ont un effet dramatique sur l'économie de l'Arabie saoudite. En effet, pour chaque dollar de baisse, ce sont 2,5 milliards de dollars de recettes qui manquent au budget saoudien.

Depuis janvier 2002, le redressement des prix a été particulièrement brusque, le panier OPEP atteignant 24,48 dollars par baril à la mi-mai 2002, soit un bond de 39,6% par rapport à la moyenne de décembre 2001. Ce retournement tient aux signes de reprise de l'économie américaine, à la baisse des stocks dans les pays industrialisés et aux spéculations sur l'éventuelle intervention militaire américaine en Irak. Dans tous les cas de figure, il paraît improbable que les prix du baril dépassent durablement la barre des 25 dollars.

Les pays membres de l'OPEP ne devraient pas hésiter à accroître leur production au cas où une attaque contre l'Irak mènerait à un arrêt des exportations de ce pays ou si, pour d'autres raisons, l'offre mondiale devenait insuffisante pour couvrir la demande. Bien qu'ils aient grand besoin d'une remontée des prix du pétrole pour faire face à leurs difficultés économiques, les pays OPEP s'en tiennent à leur objectif d'une fourchette de 22 à 28 dollars par baril. Certains régimes arabes, du Golfe en particulier, ont été tétanisés par la menace

brandie par l'administration Bush après le 11 septembre et ne demandent pas mieux que d'acheter leur sécurité et leur survie en augmentant leur production de quelques centaines de milliers de barils de pétrole par jour.

A plus long terme, les retombées du 11 septembre sur l'industrie pétrolière pourraient être plus grandes que les variations abruptes des prix. La lutte contre le terrorisme international ravive les inquiétudes sur la sécurité des approvisionnements des pays consommateurs et remet en question le rôle du Proche Orient comme principale zone de production et d'exportation de pétrole au monde. Une recomposition du paysage pétrolier mondial s'ébauche, avec notamment le rapprochement entre les États-Unis et la Russie et un regain d'intérêt pour d'autres contrées pétrolières comme l'Afrique occidentale – notamment l'Angola –, ou les pays de la mer Caspienne³⁶, où le seul gisement de Kashagan, au Kazakhstan, est crédité de réserves estimées au double des réserves du secteur britannique de la mer du Nord³⁷. Pour ce qui est de l'Irak, la volonté américaine de déboulonner le régime en place ne masque guère le regard que portent les États-Unis sur les réserves, les voies de transit, et tout le potentiel que représente ce pays pour le marché pétrolier.

43. Le pouvoir saoudien dans la tourmente

Après les attentats du 11 septembre, la poussée militariste des États-Unis en Arabie saoudite a eu un effet désastreux : elle a fortement déstabilisé le royaume, bien que l'Arabie saoudite ait soutenu publiquement la campagne contre le terrorisme. Les dirigeants du royaume ont refusé au Pentagone de pouvoir lancer des frappes aériennes depuis son territoire contre l'Afghanistan, alors que l'*US Air Force* avait déménagé son quartier général sur la base aérienne d'Al Kharj, située à une centaine de kilomètres de Riyad. L'Arabie saoudite n'a pas voulu affronter l'ire de ses voisins arabes, et surtout de sa propre population.

³⁶ Marc Grossman, ancien secrétaire d'État du Président Clinton déclarait : « Nos objectifs sont la diversification de l'offre énergétique mondiale et le renforcement de la sécurité énergétique des États-Unis et de nos alliés européens. Nous pensons que le développement de l'offre en provenance de Caspienne favorisera la stabilité des marchés énergétiques. » *International Economic Policy, Hearing regarding Caspian sea oil exports*, 8 juillet 1998.

³⁷ Pour ramener les choses à leurs justes proportions, il convient toutefois de garder à l'esprit que toutes les réserves prouvées des pays du golfe de Guinée, y compris le Nigeria, sont actuellement estimées à 39 milliards de barils ou 5,2 % du total mondial, tandis que celles des pays de l'Asie centrale ne dépassent pas 1,6 % des réserves mondiales, pourcentage à comparer aux 65 % détenus par les pays du Proche Orient...

La situation diplomatique étant très délicate, la Maison Blanche doit se garder de prendre des décisions hâtives qui heurtent les autorités saoudiennes. Ses actions militaires doivent être entreprises de manière à ne pas embarrasser ses alliés saoudiens. Les dirigeants d'Arabie saoudite ont clairement souligné qu'ils n'ont jamais autorisé les États-Unis à lancer des opérations militaires contre l'Irak depuis ses bases orientales. Or, de nombreuses preuves corroborent le fait que des avions de combat américains – et britanniques – ont lancé des attaques depuis les bases occidentales d'Arabie saoudite. Le pouvoir saoudien est donc aussi dans une situation embarrassante par rapport à sa population : sa légitimité politique est presque nulle et il fait face à une opposition croissante et de plus en plus virulente.

Il faut préciser que la situation économique du pays se dégrade de manière significative depuis quelque temps, notamment depuis la chute des prix du brut dans les années 1980. L'Arabie saoudite a importé massivement une main d'œuvre bon marché, provenant essentiellement des Philippines, du Pakistan, ou encore d'Indonésie. Ces travailleurs, qui vivent bien souvent dans des conditions d'extrême précarité sociale et financière, représentent la grande majorité des médecins, des infirmiers, du corps enseignant, etc... Ainsi, le taux de chômage des hommes saoudiens avoisine 30%. De plus, le PNB/habitant est passé de 18000 dollars au début des années 1980 à environ 6000 dollars en 2000.

La mauvaise gestion économique, la corruption et le pillage des revenus du pétrole par la famille royale font que le pays éprouve de graves problèmes financiers. Cette crise économique, combinée à la présence envahissante des forces militaires américaines, nourrit le mécontentement de la population, mais également des travailleurs immigrés. La censure fait cependant son œuvre, et peu d'informations filtrent sur l'opposition au régime saoudien. Le pouvoir contrôle toutes les stations de radio et les chaînes de télévision nationales, en plus de contrôler de près toutes les publications privées. Il ne tolère aucune critique de l'Islam, de la famille royale ou du gouvernement. Le régime saoudien nomme et congédie les éditeurs en chef et dicte le contenu de la presse sur toutes les questions sensibles. Les publications étrangères sont régulièrement censurées ou interdites. Les lignes téléphoniques sont fréquemment mises sur écoute et le courrier est surveillé. L'utilisation de l'Internet est officiellement découragée et l'on ne dénombre que quelques dizaines de milliers d'abonnés.

Le comportement des princes scandalise la population depuis longtemps, mais la colère atteint aujourd'hui un niveau tout à fait inédit. Les princes royaux ont une conception très relative des préceptes islamiques. Ainsi, l'alcool circule largement sous le manteau, et cela se

sait. La police religieuse, qui surveille la population avec zèle et châtie l'auteur de tout manquement, n'a pas accès aux palais princiers où se déroulent souvent des fêtes somptueuses que la morale coranique réproche. Les formes les plus barbares de châtement sont, à l'extérieur, choses courantes, et comprennent des exécutions et des amputations en public. Mais les descendants de Mohammed Ibn Abdel Wahhab ont, quant à eux, l'habitude de ne pas payer leurs factures, de prendre l'avion en classe « affaires » sans payer, de bénéficier de passe-droits dans tous les services publics. Bien sûr, ils échappent à la justice. La manne pétrolière a permis à la famille princière de s'offrir un train de vie sans équivalent dans le monde : 40% des revenus générés par le pétrole à l'échelle du pays vont directement dans les poches de la famille royale. Des palais ultramodernes ont fleuri un peu partout sur la Péninsule arabique, des hôpitaux de pointe ont été construits, des routes en plein désert, etc... Aucun pays au monde n'a subi d'aussi profondes transformations en si peu de temps, puisque les infrastructures se réduisaient à leur plus simple expression il y a encore quelques décennies. Il est aisé de comprendre que la dynastie des Saoud tient à protéger son mode de vie et ses privilèges.

Combinées avec le ressentiment envers la présence des forces militaires occidentales et surtout américaines, de telles conditions sociales apportent un certain crédit au programme réactionnaire d'Oussama Ben Laden et d'autres groupes similaires. Il existe par ailleurs des tensions au sein des cercles dirigeants en ce qui concerne le lien de subordination du pays aux États-Unis. La méfiance réciproque qui existe entre les équipes dirigeantes des deux pays se rajoute à ce climat délétère. Toutes ces difficultés auxquelles font face les autorités saoudiennes, la présence américaine, les critiques auxquelles s'expose la famille royale, les troubles internes et le mécontentement grandissant placent le pays dans une position de grande instabilité.

La relation saoudo-américaine, dans les semaines qui suivent le 11 septembre, est passée par des phases en dents de scie. Il est vital pour le pouvoir saoudien de montrer aux peuples arabes que l'Arabie exerce une réelle influence dans la politique américaine, notamment en ce qui concerne le règlement du problème palestinien - l'Arabie comme une sorte de contrepoids à Israël. Pour les Américains, il ne saurait y avoir d'alliés honteux dans la lutte contre le terrorisme, et les atermoiements des Saoud ont suscité quelques interrogations à Washington. Cette évolution chaotique a même fait dire au ministre des Affaires étrangères

Saoud Al Fayçal, dont les propos sont habituellement mesurés, qu'« il y avait de quoi rendre fou un homme sain d'esprit³⁸ ».

5. Et après ?

51. La guerre des États-Unis

La discorde n'a fait qu'agrandir le fossé qui existe entre les deux pays. L'idylle des premières années, pour laquelle chacun trouvait ses intérêts, a laissé place à de profondes querelles. La rupture serait-elle consommée ?...

L'Arabie saoudite se bat aujourd'hui à coups de capitaux pour maintenir son hégémonie sur les organismes islamiques dans le monde. Elle cherche à convaincre les pays arabes de son rôle de gardien des Lieux saints. Parallèlement, elle veut absolument préserver la « relation spéciale » qu'elle entretient avec la Maison Blanche, car elle a besoin du bouclier militaire américain.

Les États-Unis n'ont, pour leur part, guère d'intérêt à vivre un véritable divorce avec l'Arabie saoudite. D'une part, ils ne peuvent se passer du pétrole saoudien pour assurer les approvisionnements de l'Occident à un prix « raisonnable ». D'autre part, une telle option consacrerait la victoire de Ben Laden, dont l'un des objectifs majeurs a toujours été de rejeter les armées impies hors du territoire du Prophète. Psychologiquement, l'administration américaine subirait une lourde défaite, bien plus lourde que lors de son piteux retrait du Liban. De surcroît, les retombées économiques seraient sans aucun doute dramatiques, même s'il est difficile aujourd'hui d'en mesurer toutes les conséquences.

La véritable « guerre », – et le mot n'est pas innocent – que mènent les États-Unis contre le terrorisme, ou contre ce que d'aucuns nomment l'hyperterrorisme, est une réalité sur laquelle il faut aujourd'hui compter. Washington a effectivement les moyens et la volonté de durer dans cette lutte sans concession, et deux paramètres permettent d'en être assuré. Tout d'abord, le 11 septembre a fait prendre douloureusement conscience au peuple américain de la vulnérabilité du territoire, cet événement recouvrant désormais une place essentielle dans

³⁸ *New York Times*, 9 novembre 2001.

l'histoire du pays. Ensuite, il est hautement probable que la menace terroriste persiste pour de longues années, en particulier si l'on examine le réservoir inépuisable de terroristes formés dans les camps, et aujourd'hui déployés partout dans le monde. Ces considérations ont un impact évident sur les relations internationales, en particulier sur le lien saoudo-américain.

La politique étrangère de Washington est dès lors tournée toute entière vers la défense du peuple américain, et d'abord vers la protection du territoire national. Cette stratégie, énoncée clairement par la Maison Blanche³⁹, ne vise pas seulement à neutraliser les réseaux terroristes comme *Al Qaïda*, mais vise également à mettre hors d'état de nuire – si besoin par la force – les *rogue states* comme l'Irak, ou, à plus long terme, la Corée du Nord. En fait, à défaut d'avoir été affaiblie par le 11 septembre, l'Amérique est sortie grandie et a renforcé ses positions au Proche et au Moyen-Orient. Son hégémonie est totale, et sa domination sur le reste du monde est sans partage. Zbigniew Brzezinski écrivait à ce propos : « Pour mériter le qualificatif de superpuissance mondiale, une nation doit occuper le premier rang dans quatre domaines : économique, technologique, militaire et culturel. Les États-Unis sont le seul pays à être en tête dans chacun de ses quatre domaines⁴⁰ ». Le document *The National Security Strategy of The United States* cite très clairement : « Aujourd'hui, les États-Unis bénéficient d'une position de puissance militaire inégalée, et de la plus grande influence politique et économique ».

Seule superpuissance, les États-Unis appliquent une stratégie fondée sur une volonté d'hégémonie, selon le vieux principe *America first*. Dans un document publié par le *Washington Institute, America and the Middle East in the new century*, les objectifs de la politique américaine au Proche Orient sont très clairement exposés. Ils consistent à dominer les réserves pétrolières et à contrôler les routes de transit, à créer un partenariat stratégique avec Israël, à constituer un axe militaire turco-israélien, et à prévenir l'émergence d'un État arabe fort et indépendant. Si ces objectifs étaient atteints, les États-Unis contrôleraient l'économie mondiale, et par voie de conséquence, maîtriseraient le pétrole. Cette mainmise leur permettrait de peser sur les destinées de leurs principaux concurrents, la Chine, l'Europe et l'Asie.

³⁹ Cf. *The National Security Strategy of The United States, The White House*.

52. Une nouvelle donne géopolitique ?

Sur un plan à la fois diplomatique et militaire, force est de constater que, par le biais de la « coalition anti-terroriste », l'influence des États-Unis s'est étendue à de nouvelles zones et que leur liberté de manœuvre s'amplifie considérablement, notamment vers le Pakistan, l'Inde, et de nombreux pays d'Asie centrale, de la Corne de l'Afrique, et surtout vers la Russie, dont les relations avec l'Occident s'en trouvent complètement transformées.

La déroute irakienne lors de la guerre du Golfe a mis à jour les lacunes du matériel des troupes de Saddam Hussein. L'incapacité du commandement, les désertions ne justifient pas les insuffisances du matériel d'origine soviétique, d'autant que les tactiques mises en œuvre sur le terrain par les troupes irakiennes sont russes. Les dirigeants militaires et politiques les plus lucides ont rapidement pris conscience que les troupes russes issues des républiques fédérées lointaines sont peu différentes des soldats irakiens. Ces troupes russes, parlant souvent mal la langue, ne se comporteraient-elles pas de manière identique en cas d'engagement ? L'expérience antérieure de la Tchétchénie a malheureusement montré que les craintes du haut commandement russe sont fondées.

Par voie de conséquence, les dirigeants moscovites se sont demandé si le pays était en mesure de se défendre en cas d'agression extérieure. Bien sûr, l'arsenal nucléaire est toujours capable de remplir son office contre des adversaires tel que les États-Unis ou leurs alliés occidentaux. Mais, contre les poussées islamistes du Sud, voire contre la Chine, elle-même disposant d'un arsenal nucléaire, la réponse à une agression est beaucoup moins facile à percevoir. Un conflit contre la Chine resterait conventionnel – sauf si les intérêts vitaux de l'un ou l'autre protagoniste étaient en jeu – donc, l'issue pour la Russie serait incertaine.

Une conclusion s'impose aux dirigeants politiques et militaires russes : il est vital pour le pays de revoir complètement le jeu des alliances, les États-Unis apparaissant comme la seule puissance capable d'aider la Russie sur tous les fronts. Comme l'a résumé Zbigniew Brzezinski : « L'effondrement du bloc soviétique place les États-Unis dans une position sans précédent. Ils sont devenus du même coup la première et la seule vraie puissance globale⁴¹ ».

⁴⁰ Zbigniew Brzezinski, *op. cit.*

⁴¹ Zbigniew Brzezinski, *op. cit.*

Face aux velléités des islamistes du Sud, les États-Unis sont donc en mesure de jouer un rôle modérateur sur l'Arabie saoudite, la Turquie ou le Pakistan ; et face à la Chine, devenue la première menace potentielle depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ne peuvent que se rapprocher de la Russie pour faire contrepoids (logique que les États-Unis ont appliqué contre l'ex-URSS dans les années 1970 en se rapprochant de la Chine). Un conseiller de Vladimir Poutine a parfaitement résumé la situation : « ...la Russie a besoin de la présence de l'Amérique comme force de stabilisation externe. De manière ironique, notre longue rivalité a créé une sorte de solidarité cachée. Pour le futur de la paix, cette relation émergente devrait être concrétisée par des alliances économiques et en matière de sécurité⁴² ». Ce rapprochement avec la Russie est perçu, aux États-Unis, comme la mission naturelle incombant aux Américains après les attentats du 11 septembre. Après la première rencontre entre George W. Bush et Vladimir Poutine en juin 2001, le Président américain a dit : « J'ai regardé l'homme dans les yeux. Je l'ai trouvé direct et digne de confiance⁴³ ».

Une autre raison peut aussi expliquer ce rapprochement russo-américain. La chute du communisme avait placé les populations de l'ex-URSS dans une sorte de vide spirituel. L'idéologie communiste jouait auparavant le rôle de guide politique et spirituel en s'immiscant dans tous les aspects de la vie quotidienne. La disparition de ce système pesant avait déboussolé les populations, en particulier dans les républiques islamistes du Sud. L'islamisme, religion expansionniste par définition, avait trouvé un terrain favorable pour supplanter l'ancienne idéologie politique. La guerre du Golfe en 1991 permit aux États-Unis de renforcer leur présence dans la zone. La menace islamiste à ce moment-là, était essentiellement chiite : l'Iran était surveillé de près, la menace sunnite était, quant à elle, largement sous-estimée. Le *djihad* personnifié par Oussama Ben Laden était, à ce moment là, très loin de représenter le problème principal qu'il est devenu depuis le 11 septembre... L'Arabie saoudite, allié historique des Américains, avait bien compris l'avantage qu'elle pouvait retirer de son partenariat avec la Maison Blanche. Elle avait largement profité de la guerre Iran-Irak, et du maelström afghan pour répandre le wahhabisme dans ces contrées.

⁴² Anatoli Soltchak, ancien maire de Saint-Petersbourg, et l'un des premiers défenseurs du rapprochement avec les grandes nations occidentales.

⁴³ *The Washington Post*, 17 juin 2001, *Le Monde*, 17 juin 2001.

L'Arabie était soutenue par les États-Unis, qui voyaient là un facteur de cohésion et un moyen efficace de contrebalancer le communisme.

53. Le Proche Orient reste le centre névralgique

Le réchauffement des relations américano-russes a aussi entraîné une implication accrue des sociétés américaines dans les projets de développement des secteurs pétrolier et gazier en Russie. A la fin des années 1980, ce pays était le 1^{er} producteur de pétrole au monde⁴⁴. Au cours des prochaines années, il devrait poursuivre l'accroissement de sa production et de ses exportations. Il a les moyens de ses ambitions avec des réserves estimées à 48,6 milliards de barils, soit 4,6% du total mondial. Mais étant donné la progression de ses propres besoins, sa part dans les exportations mondiales, actuellement de 6,3%, ne devrait pas dépasser les 7 à 8% d'ici à 2010.

Si l'apport attendu de l'Afrique, de l'Asie centrale et de la Russie à la couverture des besoins pétroliers mondiaux est loin d'être négligeable, il ne peut, compte tenu de la progression de la demande, remplacer ou menacer le rôle prépondérant du golfe arabo-persique. Toutes les prévisions énergétiques mondiales disponibles s'accordent, à quelques détails près, sur le fait que le Proche Orient restera, pour longtemps encore, le « centre du monde » de l'industrie pétrolière. Grâce à ses énormes réserves prouvées, aux gisements géants qui y ont été découverts et qui ne sont pas encore exploités (en Irak et en Iran, notamment) et au bas coût d'exploitation qui y prévaut, cette région devrait couvrir la majeure partie de l'accroissement attendu de la consommation mondiale.

Un rapport sur les « Perspectives énergétiques mondiales » que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié en novembre 2001 a opportunément rappelé ces réalités. Pour le pétrole, l'AIE maintient inchangées, par rapport à l'année 2000, ses estimations de la demande et de l'offre mondiales au cours des vingt prochaines années, à savoir un accroissement moyen de la demande de 1,9% par an, qui conduirait à une demande mondiale de 95,8 millions de b/j (mbj) en 2010 et 114,7 mbj en 2020. Cela représente une demande additionnelle de quelque 20 mbj d'ici à 2010, et de plus de 40 mbj d'ici à 2020. Il

⁴⁴ Sa production a culminé à 11,4 millions de barils par jour (mbj) en 1987-1988, avant de chuter à 6,2 mbj seulement en 1996. Au cours des cinq dernières années, elle est remontée à 7,3 mbj par suite du redressement des

faudra mettre en place de nouvelles capacités de production qui équivalent, d'ici à 2010, au double de la capacité actuelle de production de l'Arabie saoudite et, d'ici à 2020, à 130% du total des capacités actuelles de tous les pays de l'OPEP réunis.

En fait, les estimations à long terme de la demande sont plus aisées que celles de l'offre car elles reposent sur des paramètres plus faciles à cerner, dont la croissance économique, l'accroissement démographique, l'élasticité par rapport aux prix ou les extrapolations à partir du passé. La tâche est bien plus ardue pour l'évolution de l'offre : les points d'interrogation sont autrement plus redoutables, y compris les incertitudes qui pèsent sur les investissements, la stabilité politique dans la plupart des pays producteurs, les sanctions qui frappent des pays comme l'Irak, l'Iran et la Libye ou les politiques pétrolières des pays exportateurs.

Compte tenu de ces incertitudes, l'AIE estime que les approvisionnements non OPEP se stabiliseraient aux alentours de 46 à 47 mbj jusqu'en 2010, avant de commencer à décliner. Pour couvrir l'accroissement énorme des besoins mondiaux, la production OPEP devrait, en revanche, monter en flèche pour atteindre 44,1 mbj en 2010 et 61,8 mbj en 2020, soit plus qu'un doublement au cours des vingt prochaines années. Ce sont surtout l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Koweït, l'Iran et l'Irak qui devraient porter leur production de 19,5 mbj en 1997 (année de référence), à 30,5 mbj en 2010 et à 46,7 mbj en 2020. La part de ces pays dans la production mondiale passerait de 26% en 1997, à 32% en 2010 et à 41% en 2020.

Ainsi, la dépendance des principaux pays consommateurs à l'égard du pétrole importé, notamment en provenance du Proche Orient, irait en s'accroissant. Entre 1997 et 2020, cette dépendance passerait de 44,6% à 58% pour l'Amérique du Nord, de 52,5% à 79% pour l'Europe et de 88,8% à 92,4% pour la région Pacifique. Ces perspectives laissent entrevoir les raisons de la position des États-Unis au Moyen-Orient, et leur stratégie à l'égard de l'Arabie saoudite et de l'Irak.

La question la plus pertinente aujourd'hui concerne les investissements colossaux nécessaires pour compenser le déclin naturel de la productivité des gisements et développer de nouvelles capacités de production. Selon différentes estimations, ces investissements dépasseraient 300 milliards de dollars dans les pays du Proche Orient et 1 000 milliards de

prix en 1999-2000, de la réorganisation du secteur des hydrocarbures lancée en 1992-1993 et de la dévaluation du rouble après la crise financière d'août 1998.

dollars dans les pays non OPEP, pour les dix prochaines années. Pour le moment, compte tenu notamment des incertitudes créées par le 11 septembre, rien n'indique que des investissements aussi énormes peuvent être vraiment envisagés.

Les difficultés proviennent moins des politiques des pays exportateurs concernés que du niveau des prix et de l'environnement politique international. La révolution libyenne de 1969, la révolution islamique de 1979 en Iran et la guerre contre l'Irak en 1991 illustrent bien le fait que, quel que soit le régime en place, ces pays aspirent à développer leur production et leurs exportations pour la simple et bonne raison qu'ils ont besoin d'accroître leurs revenus pétroliers et gaziers. Encore faut-il qu'ils ne fassent pas l'objet de sanctions, qu'ils jouissent de la stabilité nécessaire pour attirer les investissements étrangers et que les prix du pétrole soient à un niveau adéquat. Même à 25 dollars le baril, le prix du pétrole ne représente que 7,20 dollars en monnaie de 1973, et moins de la moitié de son niveau du début des années 1980.

Conclusion

Aujourd'hui, le vrai problème n'est pas celui des ressources mais des prix et de la stabilité politique au Proche Orient, une région capitale et au centre de tous les enjeux de ces prochaines années. Dans ce contexte, les États-Unis, premier consommateur du monde, et l'Arabie saoudite, premier producteur, n'ont aucun intérêt à se tourner le dos définitivement. Ils ne peuvent pas vivre l'un sans l'autre. L'Arabie saoudite pourrait néanmoins perdre son rôle d'arbitre au sein de l'OPEP, si la crise irakienne dégénérait, et elle se verrait contester sa position de premier exportateur mondial. L'Iran s'imposerait alors comme un acteur majeur sur le marché, surtout si ses relations avec Washington se stabilisaient.

Un changement de régime en Irak contraindrait Riyad à exploiter ses importantes réserves, ce que le royaume a toujours refusé d'entreprendre. Le risque est de voir la production irakienne augmenter de manière incontrôlée, ce qui réduirait la place de l'Arabie saoudite sur le marché mondial, et, plus grave, ce qui générerait une déstabilisation des cours du marché mondial. Le retour de l'Irak sur la scène pétrolière internationale risque de mettre à mal la bonne entente au sein de l'OPEP.

En Arabie saoudite, l'autre question qui se pose concerne la succession, non pas tant celle du vieux roi Fahd que celle du prince Abdallah. Logiquement, le prince Sultan, deuxième dans l'ordre de succession, devrait prendre la suite. Il passe pour être partisan d'une alliance étroite avec les États-Unis, ce qui, actuellement, pourrait être source de déstabilisation. Mais, dans les pays arabes, rien n'est écrit d'avance⁴⁵. Les velléités de réformes d'Abdallah (modernisation économique, lutte contre la corruption, droits des femmes, etc.) aussi limitées soient-elles, ont fait face à une opposition sérieuse, aussi bien de la part des *oulémas* que de certains princes. Ses positions face à la Maison Blanche suscitent une vive contestation populaire.

Il ne s'agit pas seulement d'envisager le passage à la troisième génération, mais de savoir quelle ligne de succession se dessine derrière, tant sont nombreux les fils d'Abdul Aziz Ibn

⁴⁵ La Loi fondamentale promulguée par le roi Fahd en 1992 ouvre désormais le trône aux petits-fils d'Ibn Saoud.

Saoud. Le prince Saoud Al Fayçal, discret et compétent ministre des Affaires étrangères depuis 1975, est parfois cité. Sa désignation marquerait le saut de génération.

Vingt-deux ans après la prise de la Grande Mosquée de La Mecque, dix ans après l'invasion du Koweït, le royaume est confronté à l'un des plus graves défis de sa courte histoire, dont il ne sortira sans doute pas indemne. Il n'existe pas, actuellement, d'alternative politique à la dynastie des Saoud dont les membres, en dépit de leurs divisions, partagent la même volonté de conserver collectivement le pouvoir. Dans le passé, ils ont su mettre cet intérêt bien compris au-dessus de leurs querelles. A l'heure actuelle, le maintien au pouvoir des Saoud n'est pas garanti, loin s'en faut, et si les Américains n'ont rien à gagner à lâcher l'Arabie saoudite, il est possible que l'éviction des Saoud soit profitable à Washington⁴⁶. En tout état de cause, le royaume ne peut plus, désormais, échapper à une réforme politique profonde ; sa survie en dépend.

⁴⁶ Frédéric Encel, *op. cit.*

Tableaux et annexes

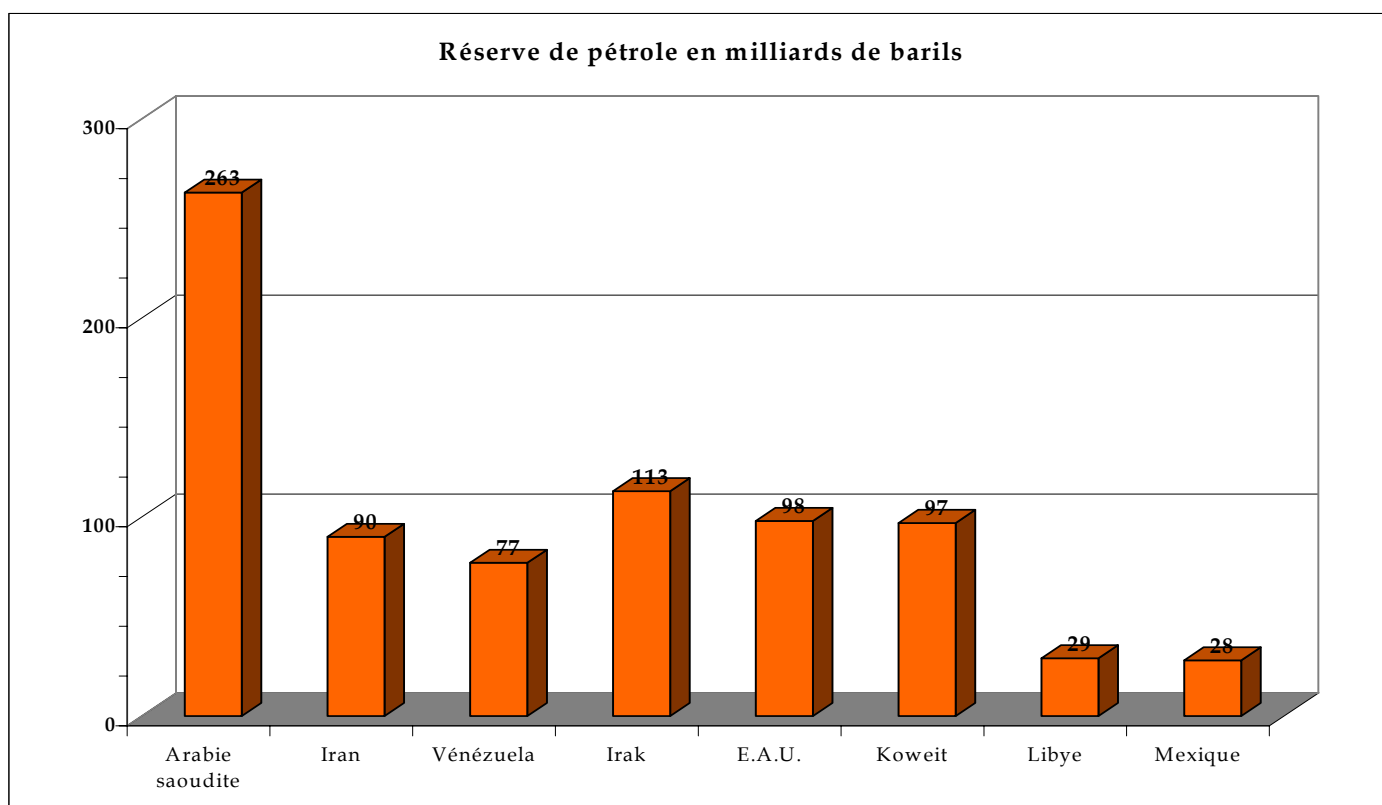
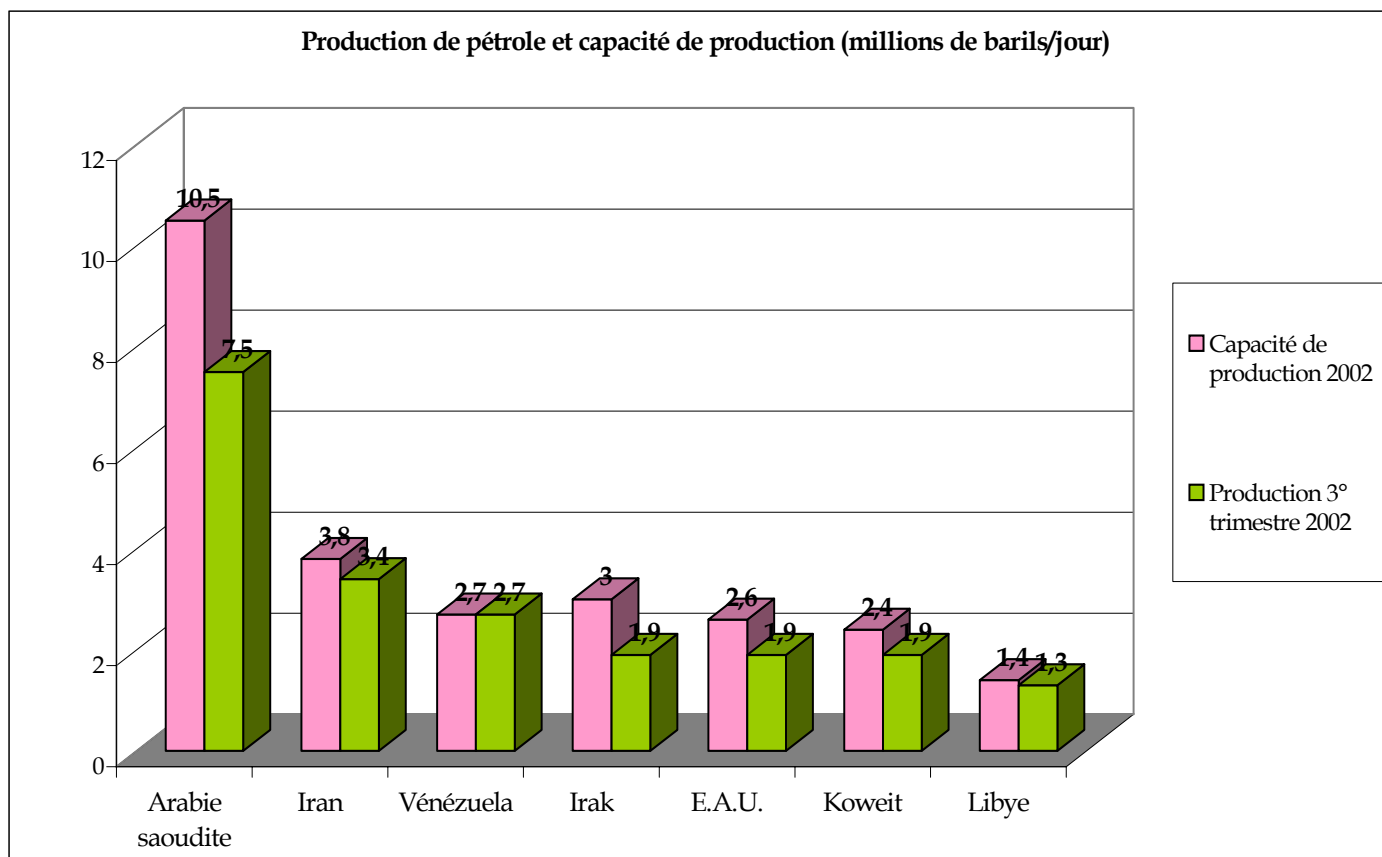


Table 4.7 OECD Total Net Oil Imports, 1994-2001
(Million Barrels per Day)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Total Net Imports	21,984	21,688	22,488	23,230	23,589	23,632	23,952	24,382
United States	8,054	7,886	8,498	9,158	9,764	9,912	10,419	10,900
Canada	-0,632	-0,763	-0,812	-0,829	-0,917	-0,800	-0,839	-0,817
Mexico	-1,283	-1,285	-1,463	-1,485	-1,494	-1,365	-1,404	-1,512
OECD Europe	7,775	7,652	7,829	7,841	8,406	7,684	7,772	8,142
France	1,596	1,702	1,716	1,747	1,855	1,862	1,868	1,870
Germany	2,704	2,673	2,766	2,778	2,860	2,608	2,562	2,686
Italy	1,760	1,802	1,773	1,775	1,809	1,731	1,744	1,714
Luxembourg	0,040	0,036	0,039	0,040	0,043	0,044	0,049	0,050
Netherlands	0,706	0,686	0,748	0,758	0,765	0,753	0,859	0,862
United Kingdom	-0,861	-0,980	-0,850	-0,980	-1,031	-1,260	-1,068	-0,809
Japan	5,711	5,662	5,736	5,762	5,352	5,463	5,486	5,393
South Korea	1,874	1,991	2,171	2,310	2,015	2,158	2,224	2,164
Other OECD	0,483	0,546	0,529	0,471	0,463	0,579	0,293	0,108

“OECD Europe” consists of Austria, Belgium, Czech Republic, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey and the United Kingdom

Notes: Imports include crude oil, natural gas liquids, and refined products, and are on a direct basis.

OECD = Organization for Economic Cooperation and Development.

Negative numbers represent net exports.

Data for 2001 are preliminary.

Source: Energy Information Administration / International Petroleum Monthly – January 2003

Table 4.10 United States Oil Imports, 1994-2001

(Million Barrels per Day)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Total Net Imports	8,054	7,886	8,498	9,158	9,764	9,912	10,419	10,900
Gross Imports from OPEC¹	4,053	4,002	4,211	4,569	4,905	4,953	5,203	5,528
Gross Imports from Persian Gulf ²								
Total	1,728	1,573	1,604	1,755	2,136	2,464	2,488	2,761
Bahrain	0,001	0,001	0,001	0,000	0,001	0,000	0,001	0,000
Iran	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Iraq	0,000	0,000	0,001	0,089	0,336	0,725	0,620	0,795
Kuwait	0,312	0,218	0,236	0,253	0,301	0,248	0,272	0,250
United Arab Emirates	0,013	0,010	0,003	0,002	0,003	0,002	0,015	0,040
Qatar	0,000	0,000	0,000	0,004	0,004	0,010	0,009	0,013
Saudi Arabia	1,402	1,344	1,363	1,407	1,491	1,478	1,572	1,662
Gross Imports from OPEC-Africa								
Total	0,880	0,861	0,873	0,983	0,986	0,916	1,121	1,163
Algeria	0,243	0,234	0,256	0,285	0,290	0,259	0,225	0,278
Libya	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Nigeria	0,637	0,627	0,617	0,698	0,696	0,657	0,896	0,885
Gross Imports from OPEC-South America								
Total	1,334	1,480	1,676	1,773	1,719	1,493	1,546	1,553
Venezuela	1,334	1,480	1,676	1,773	1,719	1,493	1,546	1,553
Gross Imports from OPEC-Asia								
Total	0,111	0,088	0,059	0,058	0,066	0,081	0,048	0,051
Indonesia	0,111	0,088	0,059	0,058	0,066	0,081	0,048	0,051

¹ OPEC = Organization of Petroleum Exporting Countries.

² The Persian Gulf countries are all members of OPEC, except for Bahrain.

Notes: Imports include crude oil, natural gas liquids, and refined products, and are on a direct basis.

Data for 2001 are preliminary.

Source: Energy Information Administration / International Petroleum Monthly – January 2003

Les routes du pétrole



Sources : Energy Map of the Middle East and Caspian Sea, Petroleum Economist and Arthur Andersen, Londres, 2002 ; Comité professionnel du pétrole (CPDP), Central Intelligence Agency's 2000 Maps and Publications (CIA), United States Energy Information Administration (US-EIA) ; Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ; www.Globalsecurity.org ; United States Department of Defense (US-DOD) .

La famille Al Saoud - généalogie

Saoud 1^{er} donne son nom à la dynastie des Saoud au 18^{ème} siècle. Son fils Mohammed Ben Saoud, est le premier émir du Nedj, région centrale de l'Arabie saoudite.

Abdul Aziz Ibn Saoud (1880-1953) fonde le royaume d'Arabie saoudite en 1932 après avoir conquis le Hedjaz et les grandes régions de la Péninsule (Hassa, Roub al-Khali, Assir, Djebel Chammar et Grand Néfoud). Il eut officiellement 16 épouses et 37 fils, dont 4 ont déjà régné.

La succession en Arabie saoudite se fait par cooptation au sein de la famille royale. Jusqu'à présent, depuis la création du royaume, ce choix s'est toujours fait parmi les fils du roi Abdul Aziz Ibn Saoud. D'après la Loi fondamentale promulguée en 1992 par le roi Fahd, la succession au trône ne doit plus nécessairement se limiter aux fils du roi Abdul Aziz Ibn Saoud, mais pourrait passer aux fils de ses fils. En pratique, une question importante sera celle du changement de génération.

Principaux fils du roi Abdul Aziz Ibn Saoud	Epouses du roi, mères de ceux-ci
SAOUD IV (1901-1969), mort en exil à Athènes. Son règne débute le 12 novembre 1953. Le 22 mars 1958, il confie les pleins pouvoirs au prince héritier, son demi-frère, l'émir Fayçal, puis abdique au profit de ce dernier le 2 novembre 1964.	Wadha bint Hazzam Al khaled (de la tribu des Beni Khaled)
FAYÇAL II (1904-1975), assassiné par un de ses neveux, l'émir Fayçal Ben Moussaed Al Saoud.	Tarfah bint Abdullah Al Shaykh Abdul Wahhab
KHALED II (1912-1982), proclamé roi le jour même de l'assassinat de son demi-frère, le 25 mars 1975.	Jawharah bint Musa'd Bin Jaluwi
FAHD I (1921- ?), devient roi le 13 juin 1982, jour du décès de son demi-frère Khaled.	Hussah bint Ahmed Al Sudaïri (réputée avoir été la favorite du roi Abdul Aziz Ibn Saoud)
SULTAN (1924- ?), prétendant au trône, frère de Fahd. Actuel ministre de la Défense.	Hussah bint Ahmed Al Sudaïri
ABDALLAH (1923- ?)	Fahda bint Asi Al Shuraym

Source : <http://perso.wanadoo.fr/kibbe2000/index47.htm>

Bibliographie

L'année diplomatique 2002 - Jean-Paul FERRIER - Gualino Éditeur 2001

Stratégies américaines pour le Moyen-Orient - Fouad NOHRA - Éditions Al-Bouraq 1999

Dictionnaire de géopolitique - Yves LACOSTE - Flammarion 1995

The reluctant sheriff Richard - N. HAASS - The council on foreign relations 1997 - 2001

L'obsession anti-américaine - Jean-François REVEL - Plon 2002

L'incroyable alliance Russie - Etats-Unis - Pierre LORRAIN - Éditions du Rocher 2002

Le 21^{ème} siècle ne sera pas américain - Pierre BIARNES - Éditions du Rocher 1998

La question irakienne - Pierre Jean LUIZARD - Fayard 2002

L'Arabie saoudite en question - Antoine BASBOUS - Perrin 2002

Les 100 portes du Proche Orient - A. GRESH & D. VIDAL - L'Atelier 1996

La grande alliance - Frédéric ENCEL & Olivier GUEZ - Flammarion 2003

L'état du monde 2002

Le revirement de l'Irak divise le Conseil de sécurité de l'ONU - *Le Monde* du 20 septembre 2002

Table des matières

ARABIE SAOUDITE ÉTATS-UNIS, DU MARIAGE DE RAISON AU DIVORCE

ANNONCE ?	1
INTRODUCTION	2
1. DES ORIGINES DU WAHHABISME AU REGNE SANS PARTAGE DES SAOUD	5
11. <i>Le wahhabisme ou la naissance de l'Arabie saoudite</i>	5
12. <i>La famille royale saoudienne, ou la saga de la « Saudi connection »</i>	8
2. HISTORIQUE DES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ARABE DES ÉTATS-UNIS.....	10
21. <i>Naissance d'une idylle : de la Première Guerre Mondiale à Suez</i>	10
22. <i>La fusion des sentiments : le mariage d'argent et de raison</i>	12
3. LE PETROLE, ORIGINE DE TOUS LES MAUX ?.....	16
31. <i>L'imbroglio irakien</i>	16
32. <i>Le pétrole, moteur de la guerre américaine</i>	18
33. <i>Les autres facteurs de déstabilisation</i>	20
4. L'ENTREE DANS UNE NOUVELLE ÈRE : LE 11 SEPTEMBRE ET SES REPERCUSSIONS.....	26
41. <i>Oussama Ben Laden, le terroriste... et le héros ?</i>	28
42. <i>Barils de poudre au Proche Orient ?</i>	30
43. <i>Le pouvoir saoudien dans la tourmente</i>	32
5. ET APRES ?.....	35
51. <i>La guerre des États-Unis</i>	35
52. <i>Une nouvelle donne géopolitique ?</i>	37
53. <i>Le Proche Orient reste le centre névralgique</i>	39
CONCLUSION.....	42
TABLEAUX ET ANNEXES	44
BIBLIOGRAPHIE.....	49
TABLE DES MATIERES	50